

Étude réalisée dans le cadre de la mission économique conjointe présidée par SAR la Princesse Astrid, Représentante de SM le Roi

**12 > 19 mars 2016**

# INDONÉSIE



agence pour le  
commerce extérieur





# PRÉFACE

L'Indonésie présente un potentiel économique intéressant pour nos investisseurs et nos exportateurs. Malgré un ralentissement observé depuis plusieurs années, la croissance du pays affiche toujours un niveau considérable de 5%, assorti de perspectives optimistes pour les années futures.

Sa structure démographique en fait un marché alléchant. Quatrième pays le plus peuplé au monde, l'Indonésie est dotée d'une population jeune et d'une classe moyenne en forte progression.

L'archipel abonde de richesses naturelles agricoles et minérales. L'Indonésie aspire à se diversifier en passant d'une économie dépendante de ses exportations de matières premières à une économie privilégiant la transformation de celles-ci en produits à plus haute valeur.

La suppression des subventions sur le carburant a permis au gouvernement du Président Widodo de réallouer le budget à la rénovation des infrastructures du pays, au développement des énergies renouvelables, à la redynamisation du secteur maritime et au lancement de mesures pour assurer l'accès à l'enseignement et aux soins de santé.

C'est dans ce contexte que l'Agence pour le Commerce extérieur, en collaboration avec ses partenaires régionaux, l'Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers, Bruxelles Invest & Export et Flanders Investment & Trade, organise cette mission économique conjointe. Nous sommes convaincus que celle-ci constituera pour nos entreprises belges une excellente occasion de faire valoir tous leurs atouts sur le marché indonésien.

**Fabienne L'Hoost**  
Directeur général adjoint

**Marc Bogaerts**  
Directeur général

## EXECUTIVE SUMMARY

L'Indonésie est la 16<sup>e</sup> puissance économique mondiale. Elle se classe même 8<sup>e</sup> en termes de PIB mesuré en parité de pouvoir d'achat.

L'Indonésie fait partie de ces économies émergentes qui prennent la relève des pays BRICS. Elle a enregistré une croissance annuelle moyenne de 5,9% sur la dernière décennie. Malgré une décélération depuis 2011 en raison d'un contexte économique défavorable (ralentissement de la Chine et chute des prix des matières premières), elle affichait toujours un niveau de 5,0% en 2014 et 2015. Selon les prévisions, la croissance devrait augmenter à nouveau dans les prochaines années.

Grâce aux ressources agricoles et halieutiques abondantes, le secteur primaire représente 14% du PIB national. L'industrie génère 45% de la richesse du pays, talonnée par les services qui s'octroient 41%.

L'Indonésie présente un niveau d'inflation important (6,6% en 2015), expliqué en partie par les prix élevés des biens importés. A l'instar d'autres pays émergents de la région, la monnaie indonésienne s'est fortement dépréciée en 2015 face au dollar américain et à l'euro, une aubaine pour nos exportateurs. Au vu du relèvement des taux américains en décembre 2015, la faiblesse de la roupie et les pressions inflationnistes devraient persister en 2016.

L'Indonésie est un acteur important du commerce international. Elle est la première économie de l'ASEAN, l'association des pays d'Asie-Est, qui est devenue le 31 décembre 2015 une communauté économique à l'image de l'Union européenne. L'Indonésie a en outre signé un accord de partenariat et de coopération avec l'Union européenne et a manifesté récemment son intérêt pour le TPP (accord de partenariat transpacifique).

La balance commerciale indonésienne est en équilibre. Ses principaux partenaires sont les pays de la zone ASEAN, la Chine et le Japon. Derrière ce trio 100% asiatique arrive l'Union européenne. Les produits pétroliers sont les premiers biens échangés, suivis par les huiles et graisses du côté des exportations et par les machines du côté des importations.

Les afflux d'IDE dirigés vers l'Indonésie ont progressé de 21% entre 2013 et 2014. La dernière DNI (liste négative des investissements) publiée en mai 2014 est globalement plus restrictive que l'ancienne. Les mesures protectionnistes prises pour



certains secteurs sont contrebalancées par l'assouplissement des conditions d'investissements pour d'autres.

L'étude abordera quatre secteurs parmi les plus prometteurs en Indonésie : les infrastructures, l'énergie, les cleantechs et le secteur maritime.

La suppression des subsides sur les carburants début 2015 a permis au gouvernement d'augmenter considérablement le budget alloué aux infrastructures. Le manque d'installations adéquates dont souffre le pays entrave son développement économique et social. Les projets visant la réduction des coûts logistique, l'amélioration de l'offre de transport et l'extension du réseau électrique figurent notamment parmi les priorités.

La démographie et l'urbanisation croissantes font grimper la consommation énergétique, qui a bondi de 43% en dix ans. L'Indonésie est l'un des premiers détenteurs mondiaux de ressources minérales fossiles. Devenu importateur net de pétrole, le pays a conservé ses activités d'exportations et a réintégré l'OPEP en décembre dernier après sept ans d'absence. Il est également le premier exportateur de charbon mondial et reste un acteur important dans le commerce de LNG malgré une diminution de ses ventes.

En marge de la COP21, l'Indonésie s'est engagée à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 29% d'ici 2030 et à porter la part des énergies renouvelables dans son mix énergétique à 25% d'ici 2025. Sa configuration géographique offre à l'Indonésie des ressources considérables largement sous-exploitées aujourd'hui (hydroélectricité, géothermie, soleil, vent, biomasse...). L'efficacité énergétique, le traitement des déchets et des eaux usées présentent également des opportunités d'investissement.

Lors de sa prise de pouvoir en octobre 2014, le Président Joko Widodo a promis de faire de l'Indonésie un « axe maritime mondial ». Archipel de 17.000 îles, le pays possède la 6<sup>e</sup> ZEE (zone économique exclusive) la plus étendue au monde. Le renforcement du secteur maritime comporte plusieurs volets : la sécurité, la modernisation des infrastructures ainsi que le développement des activités halieutiques.

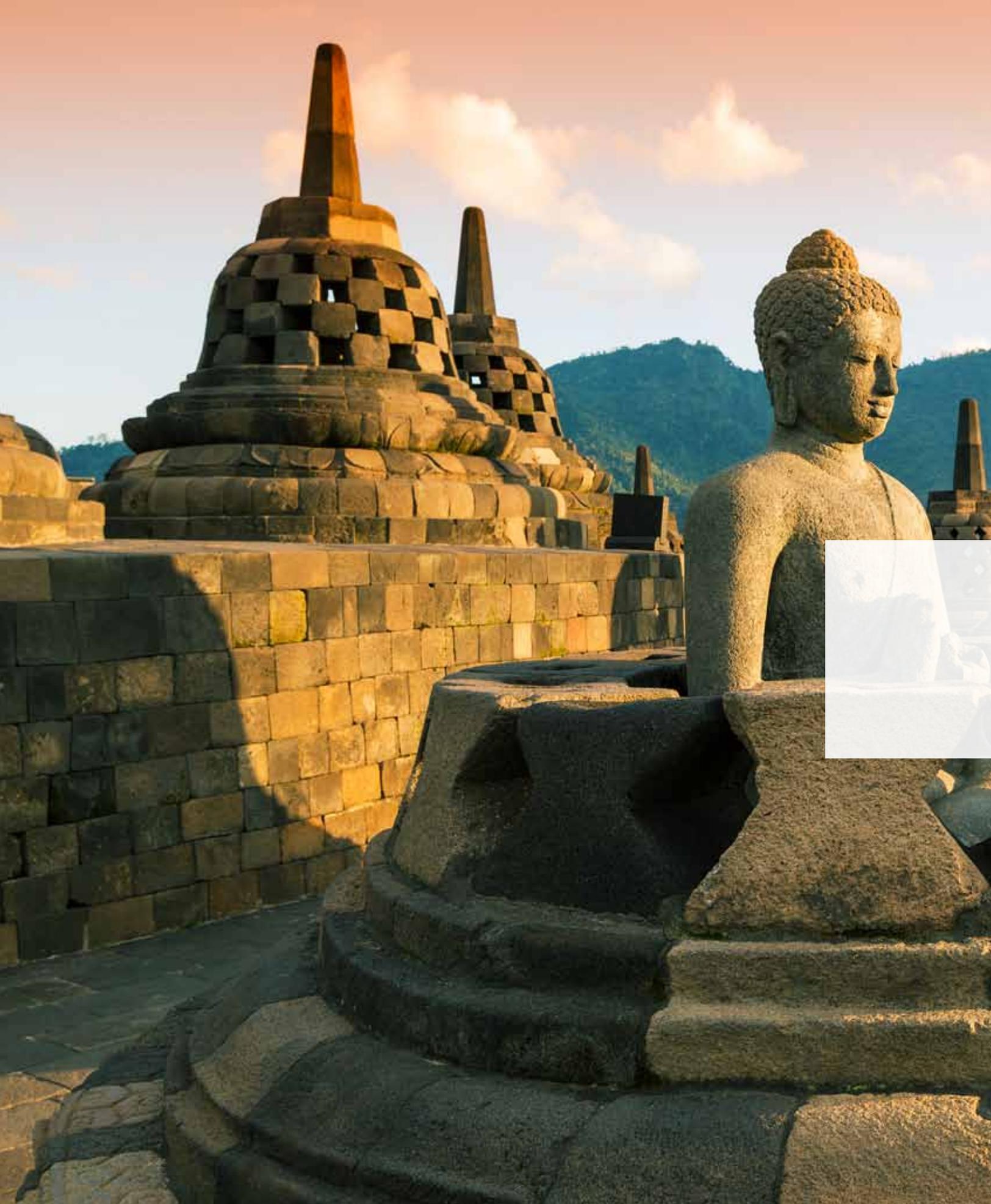
Après quelques chiffres-clés [section 1] et une analyse macroéconomique du pays [section 2], nous nous pencherons sur les quatre secteurs précités, parmi les plus dynamiques de l'économie indonésienne [section 3]. Les success-stories de trois entreprises belges clôtureront cette étude [section 4].





# TABLE DES MATIÈRES

<b>PRÉFACE</b>	<b>3</b>
<b>EXECUTIVE SUMMARY</b>	<b>4</b>
<b>1. L'INDONÉSIE EN QUELQUES CHIFFRES</b>	<b>8</b>
<b>2. DONNÉES ÉCONOMIQUES</b>	<b>12</b>
2.1 Indicateurs clés	14
2.1.1 PIB	14
2.1.2 Inflation	20
2.1.3 Taux de change	21
2.1.4 Taux d'intérêt	23
2.1.5 Finances publiques	24
2.2 Commerce extérieur	26
2.2.1 Relations commerciales	26
2.2.2 Balance commerciale	28
2.2.3 Exportations	30
2.2.4 Importations	31
2.3 Investissements directs étrangers	32
2.4 Appréciation du risque	38
2.4.1 Appréciation du risque selon le Groupe Credendo	38
2.4.2 Autres indicateurs de risque	40
<b>3. ANALYSE SECTORIELLE</b>	<b>42</b>
3.1 Infrastructures	44
3.2 Energie	48
3.2.1 Pétrole	50
3.2.2 Charbon	52
3.2.3 Gaz	54
3.3 Cleantech	56
3.3.1 Energies renouvelables	57
3.3.2 Efficacité énergétique	60
3.3.3 Traitement des déchets	61
3.3.4 Traitement des eaux usées	61
3.4 Secteur maritime	62
<b>4. RÉUSSITES RÉCENTES</b>	<b>66</b>
<b>5. SOURCES</b>	<b>74</b>





# 1 L'INDONÉSIE EN QUELQUES CHIFFRES



## GÉOGRAPHIE

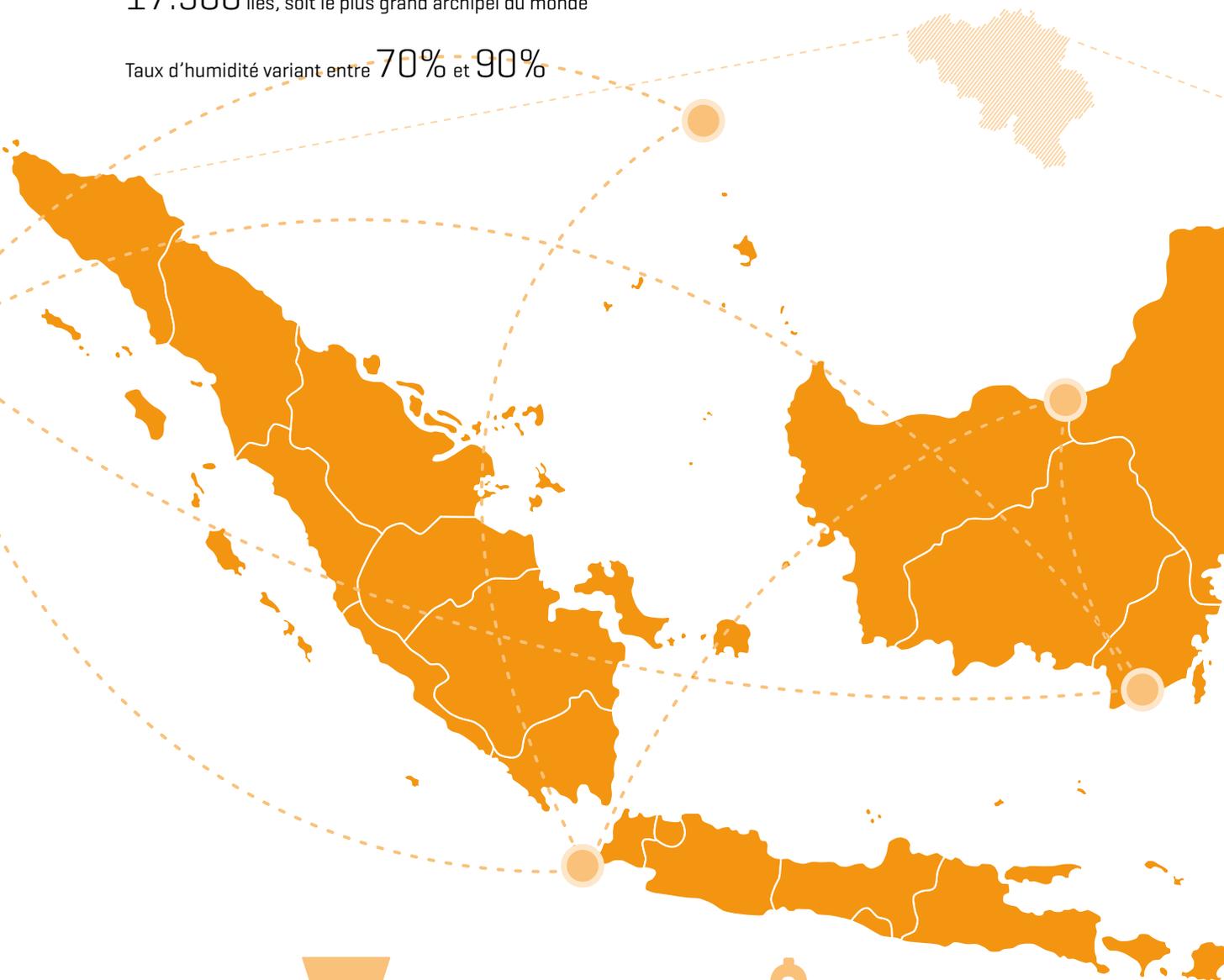
Une superficie de 1,9 million de km<sup>2</sup> (zone terrestre), soit 64 fois la Belgique

Une ZEE (territoire maritime) de 6,2 millions de km<sup>2</sup>

17.508 îles, soit le plus grand archipel du monde

Taux d'humidité variant entre 70% et 90%

64 X



## ÉCONOMIE



8<sup>e</sup> puissance économique mondiale (en parité de pouvoir d'achat)

15.145 IDR = 1 EUR (le 8 février 2016)

PIB par habitant en PPP : 10.250 USD (2014)

Taux de croissance du PIB : 5,0% (2014)



# DÉMOGRAPHIE

1 langue nationale : l'indonésien. L'anglais est couramment utilisé dans le milieu des affaires

252,8 millions d'habitants

4<sup>e</sup> pays le plus peuplé au monde (après la Chine, l'Inde et les États-Unis)

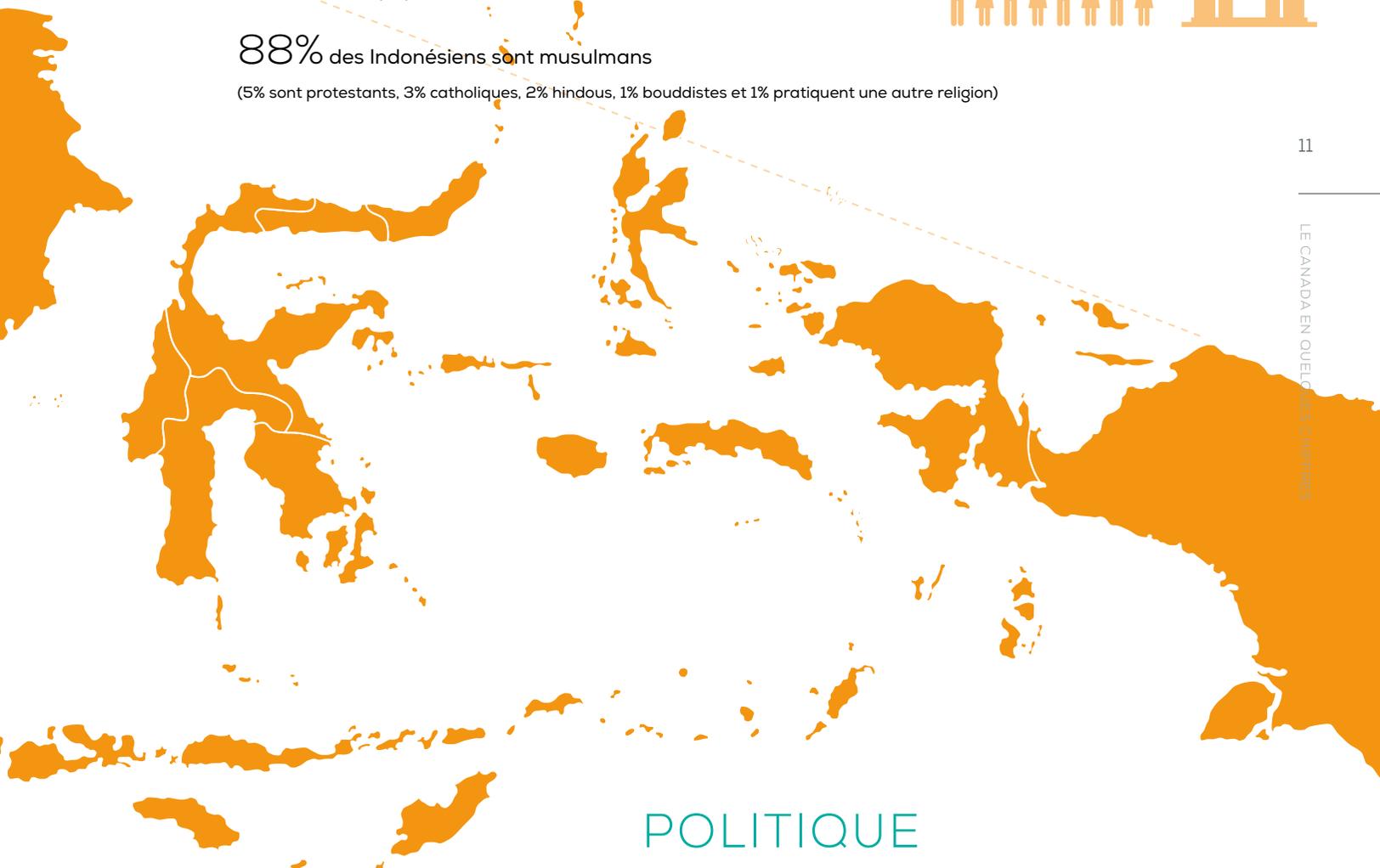
300 groupes ethniques

557 Belges inscrits à Jakarta (juillet 2014)

54% de la population vit en ville

88% des Indonésiens sont musulmans

(5% sont protestants, 3% catholiques, 2% hindous, 1% bouddhistes et 1% pratiquent une autre religion)



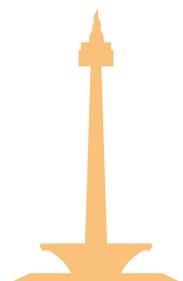
# POLITIQUE

1 république unitaire

1 capitale : Jakarta (autres pôles économiques : Surabaya, Bandung)

1 Président : Joko Widodo (depuis octobre 2014)

33 provinces





A nighttime photograph of a city. The top half shows several modern skyscrapers with illuminated windows against a dark blue sky. The bottom half shows a dense residential area with many small houses, some with lit windows, and a river in the foreground reflecting the city lights.

# 2 DONNÉES ÉCONOMIQUES

### 2.1 INDICATEURS CLÉS

#### 2.1.1 PIB

Le produit intérieur brut (PIB) d'un pays quantifie la production de richesse émanant de ses agents économiques (ménages, entreprises et administrations publiques). Il est souvent considéré comme l'indicateur numéro un pour diagnostiquer la santé économique. Nous analyserons le PIB indonésien sous différents angles.

en 2014 selon les données de l'Economist Intelligence Unit (EIU). Il aurait ensuite diminué pour s'établir à 861 milliards d'USD en 2015. Cette baisse s'explique par la faiblesse actuelle de la monnaie locale, la roupie indonésienne (voir 2.1.3 Taux de change). Le PIB devrait cependant repartir à la hausse dès 2017 et franchir la barre de 1.500 milliards d'USD en 2020.

#### PIB NOMINAL

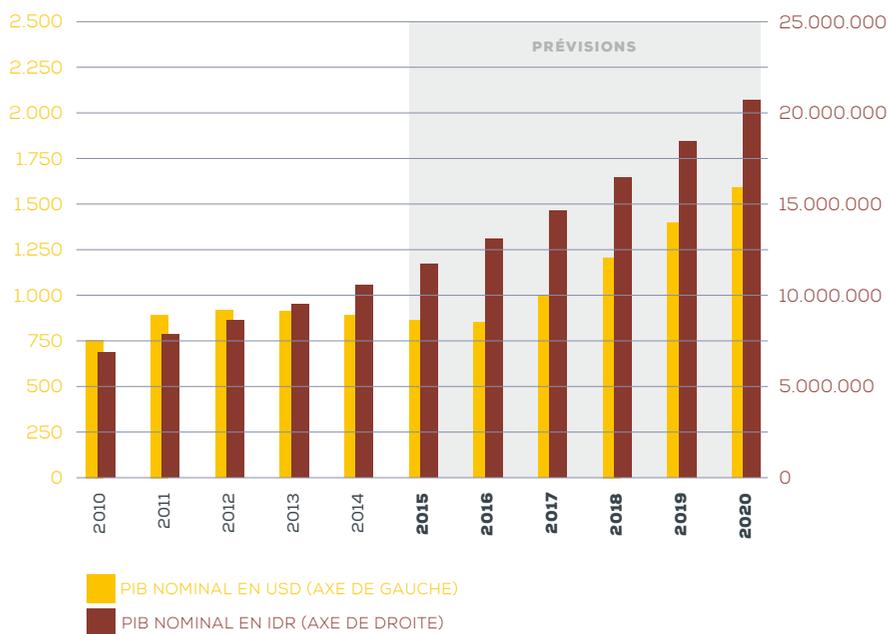
Exprimé en USD en utilisant le taux de change moyen du marché, le PIB nominal indonésien valait 888 milliards

Grâce à ce PIB, l'Indonésie est la 16<sup>e</sup> puissance économique mondiale en vertu du classement établi par le FMI. Elle fait à ce titre partie du G20. Les Etats-

14

DONNÉES ÉCONOMIQUES

#### PIB NOMINAL, À PRIX COURANTS (EN MILLIARDS)



Source : EIU (novembre 2015)



Unis arrivent en tête et le podium est complété par la Chine et le Japon.

L'Indonésie occupe même le 8<sup>e</sup> rang en termes de PIB mesuré en parité de pouvoir d'achat, indicateur utilisé pour la comparaison du pouvoir d'achat des devises nationales entre pays.

#### PIB PAR HABITANT

Le PIB par tête est évalué à 3.208 USD en 2014 et à 3.370 USD en 2015. L'Indonésie fait à ce titre partie des pays à revenu moyen inférieur selon la catégorisation de la Banque mondiale. Elle occupe la 125<sup>e</sup> place du classement. En parité de pouvoir d'achat, cet indicateur grimpe toutefois à 10.565 USD pour 2014 et 11.150 USD pour 2015.

29 millions d'habitants sont considérés comme pauvres en 2015, soit 11,2% de la population. Cinq ans auparavant, ces chiffres atteignaient respectivement 31 millions et 13,3%. La classe moyenne indonésienne prend de l'ampleur : elle devrait presque doubler d'ici à 2020, passant de 74 à 141 millions d'individus, selon une étude du Boston Consulting Group.

Les disparités en termes de richesse restent néanmoins très importantes dans l'archipel, où les bienfaits de la croissance économique profitent surtout au 20% d'Indonésiens les plus aisés. Le coefficient de Gini, qui mesure le degré d'inégalité dans la distribution des revenus, est passé de 0,30 au début des années 2000 à 0,41 en 2015, 0 traduisant une égalité parfaite et 1 une inégalité totale. Il s'agit d'une des évolutions les plus marquées du continent asiatique selon la Banque mondiale, qui souligne dans son récent rapport « Indonesia's Rising Divide » la menace que

#### CLASSEMENT DES PAYS SELON LE PIB EN USD À PRIX COURANTS

RANG	PAYS
1	ETATS-UNIS
2	CHINE
3	JAPON
4	ALLEMAGNE
5	ROYAUME-UNI
6	FRANCE
7	BRÉSIL
8	INDE
9	ITALIE
10	RUSSIE
11	CANADA
12	CORÉE DU SUD
13	AUSTRALIE
14	ESPAGNE
15	MEXIQUE
<b>16</b>	<b>INDONÉSIE</b>
17	PAYS-BAS
18	TURQUIE
19	ARABIE SAOUDITE
20	SUISSE

Source : FMI, World Economic Outlook (octobre 2015)

## CLASSEMENT DES PAYS SELON LE PIB EN PARITÉ DE POUVOIR D'ACHAT

RANG	PAYS
1	CHINE
2	ETATS-UNIS
3	INDE
4	JAPON
5	ALLEMAGNE
6	RUSSIE
7	BRÉSIL
<b>8</b>	<b>INDONÉSIE</b>
9	ROYAUME-UNI
10	FRANCE
11	MEXIQUE
12	ITALIE
13	CORÉE DU SUD
14	ARABIE SAOUDITE
15	ESPAGNE
16	CANADA
17	TURQUIE
18	IRAN
19	AUSTRALIE
20	TAÏWAN

Source : FMI, World Economic Outlook (octobre 2015)

ce déséquilibre peut engendrer pour la stabilité sociale, économique et politique du pays.

L'institution conseille au gouvernement indonésien de se pencher sur les facteurs d'inégalités telles que l'inégalité des chances, l'inégalité sur le marché du travail (le secteur informel, deux fois moins rémunérateur à travail égal que le secteur formel, emploie plus de la moitié des travailleurs indonésiens) et la haute concentration des richesses (en 2014, les 10% les plus riches consomment autant que les 54% les plus pauvres). L'adoption de mesures plus justes en matière de santé, d'éducation, de formation professionnelle, de sécurité sociale et de taxation s'avère nécessaire pour réduire le niveau de disparité.

### CROISSANCE DU PIB RÉEL

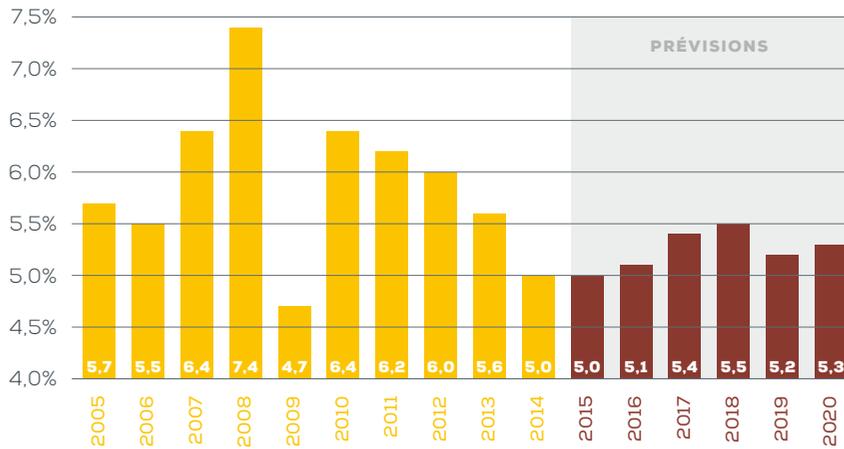
Sur la dernière décennie, l'Indonésie a enregistré une croissance annuelle moyenne impressionnante de 5,9%. Depuis 2011 cependant, la progression du PIB décélère, un phénomène attribué au contexte international défavorable : une demande mondiale (notamment chinoise) considérablement affaiblie, assortie d'une baisse des prix des matières premières. La consommation privée domestique reste le principal moteur de l'économie indonésienne.

La croissance affichait 5,0% en 2014, un niveau maintenu en 2015. Une légère amélioration est attendue pour les cinq prochaines années, avec des estimations oscillant entre 5,1% et 5,5%.

Malgré la croissance moins forte qu'escomptée, l'Indonésie fait toujours partie aux yeux des experts des nouvelles nations émergentes qui éclipsent les pays BRICS. Son ralentissement économique est moins marqué que celui de ces derniers.

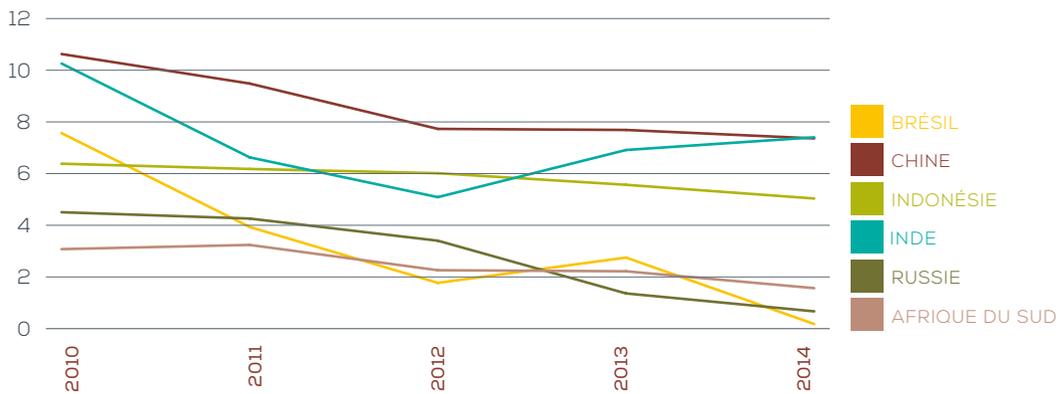


## CROISSANCE DU PIB RÉEL



Source : EIU (novembre 2015)

## CROISSANCE DU PIB RÉEL, EN COMPARAISON AVEC LES PAYS BRICS



Source : Banque mondiale (2015)

## PIB PAR SECTEUR

**Le secteur primaire** regroupe l'ensemble des activités ayant pour finalité l'exploitation de ressources naturelles. Il représente 14,3% du PIB indonésien [2014] et emploie 35% des travailleurs du pays. L'agriculture s'octroie 8,5%, l'Indonésie étant un important producteur de caoutchouc, riz, canne à sucre, café, thé, épices, noix de coco et huile de palme. Le pays est également un géant halieutique de renommée mondiale (voir 3.4), la pêche générant 3,4% du PIB. Le secteur primaire comprend aussi l'élevage et ses produits [1,8%] ainsi que l'exploitation des nombreuses forêts de l'archipel [0,6%].

**Le secteur secondaire** englobe toute activité dont le but est de transformer une ressource naturelle en un produit fini. En 2014, il contribuait au PIB national à hauteur de 45,1% et employait 20% de la population active. Il se divise généralement en quatre activités principales : l'industrie manufacturière, l'exploitation des mines et carrières, la construction et les services d'utilité publique [eau, électricité et gaz].

L'industrie manufacturière génère près d'un quart du PIB national [23,7%]. Les principales industries indonésiennes en termes de contribution au PIB sont :

- > l'alimentation, les boissons et le tabac
- > les machines et appareils et le matériel de transport
- > les activités liées au pétrole et au gaz, comme le raffinage et la production de LNG
- > le secteur chimique comprenant les engrais, les médicaments, le caoutchouc...
- > le textile et les chaussures.

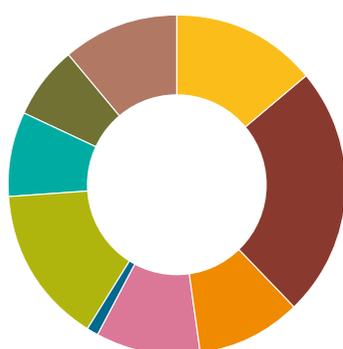
L'industrie pétrolière et gazière représente 2,9%, dont 1,6% grâce au raffinage et 1,3% grâce au LNG. L'exploitation de mines et carrières génère 10,5% du PIB, dont 4,1% attribués aux champs pétroliers et gaziers. La part totale du PIB indonésien liée au secteur « oil & gas » s'élève dès lors à 7,0%.

**Le secteur tertiaire**, celui des services, représente pour sa part 40,6% du PIB national et 45% de l'emploi.

Le commerce génère 14,6% du PIB. La finance, l'immobilier et les services aux entreprises s'octroient 7,6% tandis que les activités liées au transport et à la communication représentent 7,4%. Le tourisme est une source importante de revenus, mais son image souffre des menaces terroristes et des catastrophes naturelles fréquentes.



## RÉPARTITION SECTORIELLE DU PIB 2014



14,3%	Agriculture, élevage, sylviculture et pêche
23,7%	Industrie manufacturière
10,5%	Mines et carrières
10,1%	Construction
0,8%	Electricité, gaz et eau
14,6%	Commerce, hôtellerie, restauration
7,6%	Finance, immobilier et services aux entreprises
7,4%	Transport et communication
11,0%	Autres services

SECTEUR	Part du PIB en 2014	Variation 2013/2014
<b>SECTEUR PRIMAIRE</b>	<b>14,3%</b>	
Agriculture, élevage, sylviculture et pêche	14,3%	3,3%
<b>SECTEUR SECONDAIRE</b>	<b>45,1%</b>	
Industrie manufacturière	23,7%	4,9%
Mines et carrières	10,5%	-0,2%
Construction	10,1%	6,6%
Electricité, gaz et eau	0,8%	5,5%
<b>SECTEUR TERTIAIRE</b>	<b>40,6%</b>	
Commerce, hôtellerie et restauration	14,6%	4,6%
Finance, immobilier et services aux entreprises	7,6%	6,0%
Transport et communication	7,4%	9,3%
Autres services	11,0%	5,9%
<b>TOTAL</b>	<b>100,0%</b>	<b>5,0%</b>

Source : Statistics Indonesia (2015)

## 2.1.2 INFLATION

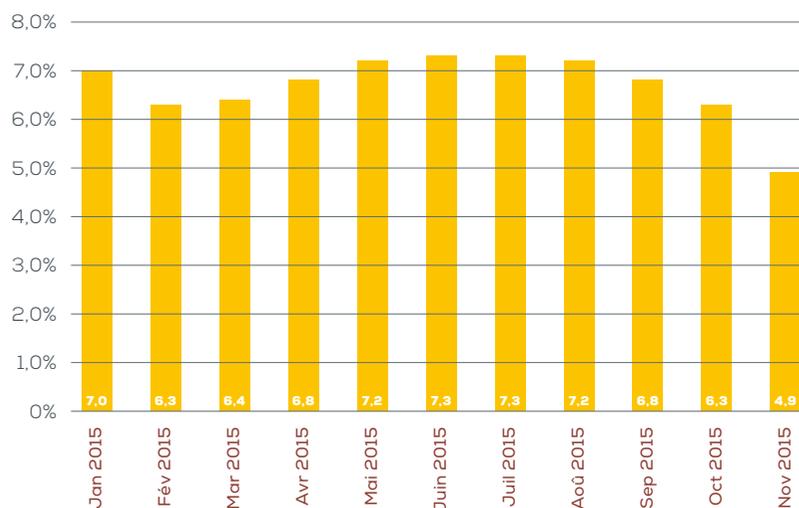
La Banque centrale d'Indonésie (Bank of Indonesia ou BI) a pour objectif principal la stabilité de la monnaie nationale, la roupie indonésienne (IDR). Deux volets se distinguent : la stabilité par rapport aux prix des biens et services, d'une part, et par rapport aux autres devises, d'autre part. Le premier se reflète dans l'inflation tandis que le second se mesure par le taux de change [voir 2.1.3].

L'inflation est couramment exprimée en fonction de l'augmentation sur 12 mois de l'indice des prix à la consommation (IPC), estimation la plus pertinente du coût de la vie. En Indonésie, celui-ci est basé sur sept catégories de dépenses :

- > Alimentation
- > Boissons et tabac
- > Logement
- > Habillement
- > Santé
- > Education et sport
- > Transport et communications.

L'inflation est un sujet de préoccupation dans le pays depuis 2008, sous l'effet de la hausse des prix des matières premières et des denrées alimentaires. Après avoir été ramenée de 9,9% en 2008 à un peu moins de 4% en 2012, celle-ci est repartie à la hausse en 2013 et en 2014 [6,4% de moyenne annuelle].

### TAUX D'INFLATION



Source : Bank of Indonesia (décembre 2015)



Malgré la chute des prix pétroliers mondiaux dans la seconde moitié de 2014, l'inflation a augmenté considérablement en Indonésie en 2015. Ceci s'explique par la suppression progressive des subsides accordés par le gouvernement aux consommateurs sur les prix des carburants. La faiblesse de la roupie a également contribué à la hausse des prix des biens importés.

Les données d'octobre 2015 indiquent une inflation de 6,3% sur base annuelle, contre 6,8% en septembre. Elle est descendue à 4,9% en novembre.

Ces chiffres confirment les prévisions de l'EIU qui annonce une inflation moyenne de 6,6% pour l'année 2015. Elle devrait ensuite s'élever à 6,5% pour 2016, puis ralentir jusqu'en 2020. Le niveau moyen est estimé à 5,7% entre 2016 et 2020.

Le développement des infrastructures du pays devrait contribuer à la réduction des coûts liés au transport et à la logistique, facteurs justifiant les prix élevés de nombreuses marchandises. L'appréciation attendue de la roupie à partir de 2017 devrait quant à elle alléger l'inflation des biens importés.

### 2.1.3 TAUX DE CHANGE

La roupie indonésienne ou rupiah (IDR) est l'unité monétaire de l'Indonésie. Son nom s'inspire de l'unité monétaire de l'Inde. Issue de l'occupation japonaise pendant la Seconde Guerre mondiale, elle devient la devise nationale en 1949, remplaçant le florin des Indes orientales néerlandaises. A cette époque, il fallait 3,8 roupies pour un USD. En 1965, une nouvelle roupie valant 1.000 anciennes a été introduite.

L'Indonésie a bénéficié au début des années 1990 d'un afflux massif de capitaux étrangers. Ceux-ci se sont ensuite rétractés, déstabilisant la monnaie puis l'économie du pays. La dévaluation de la roupie

indonésienne a été suivie de celles du ringgit malais, puis du peso philippin et d'autres devises de la région. La crise asiatique de 1997 a elle aussi entraîné une chute de la roupie. En janvier 1998, le taux atteignait 17.000 IDR pour 1 USD. La roupie s'est ensuite revalorisée, à 9.400 IDR pour 1 USD en décembre 2009.

Ces derniers mois, les devises de plusieurs marchés émergents se sont considérablement affaiblies. Cette situation s'explique par plusieurs facteurs : d'une part, le ralentissement de l'économie chinoise - la Chine est un partenaire commercial important de l'Indonésie et de ses voisins (voir 2.2 Commerce exté-

**AUJOURD'HUI, IL FAUT 14 MILLIONS D'ANCIENNES ROUPIES POUR AVOIR UN USD, SOIT 3,7 MILLIONS DE FOIS PLUS QU'EN 1949. IL S'AGIT D'UNE DES PLUS FORTES BAISSSES PARMIS LES MONNAIES DES PAYS ÉMERGENTS.**  
STEVE HANKE, PROFESSEUR À L'UNIVERSITÉ DE BALTIMORE (OCTOBRE 2015)

rieur] - et, d'autre part, les inquiétudes concernant le début d'un cycle de resserrement budgétaire aux Etats-Unis après sept années de taux très faibles. Ces dernières se sont concrétisées le 16 décembre 2015, jour où la Fed [Federal Reserve] a relevé d'un quart de point la fourchette d'objectif de son principal taux directeur, compris dorénavant entre 0,25% et 0,50% [contre 0% et 0,25% depuis décembre 2008].

Sur un an, entre septembre 2014 et septembre 2015, la roupie a plongé de 21% par rapport à l'USD. Elle a également perdu 16% sur l'EUR entre avril et septembre 2015. Alors que celui-ci s'échangeait à moins de 14.000 IDR au printemps 2015, il en valait plus de 16.000 IDR quelques mois plus tard.

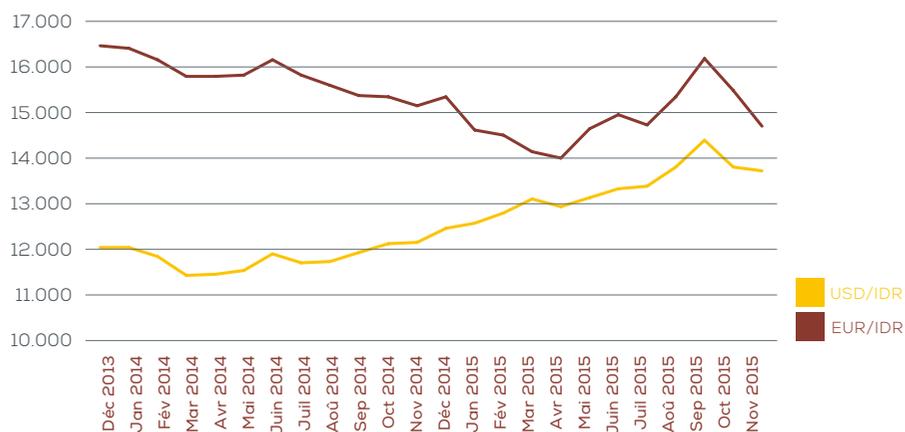
L'accélération de la dépréciation de l'IDR a été très vive au cours de l'été. Les autorités indonésiennes

ont multiplié les mesures de protection contre la dévaluation, en instaurant notamment une loi interdisant les monnaies étrangères dans les transactions locales.

Malgré un léger répit observé en octobre et en novembre quand la Fed a signalé son peu d'empressement de relever les taux, le marché reste orienté à la baisse. Le 15 décembre 2015, la roupie est cotée à 13.830 pour 1 USD et 14.686 IDR pour 1 EUR.

Selon l'EIU, la roupie restera vulnérable durant la période 2016-2020. Elle devrait se déprécier davantage en 2016, de 11,6% si la Fed poursuit sa politique monétaire. A partir de 2017, la roupie devrait se relever progressivement, tout en restant sous pression en raison du double déficit, budgétaire et courant, enregistré par le pays.

## TAUX DE CHANGE DE LA ROUPIE INDONÉSIENNE (IDR) AVEC L'EURO (EUR) ET LE DOLLAR AMÉRICAIN (USD)



Source : [www.x-rates.com](http://www.x-rates.com) / Bank of Indonesia (décembre 2015)



## 2.1.4 TAUX D'INTÉRÊT

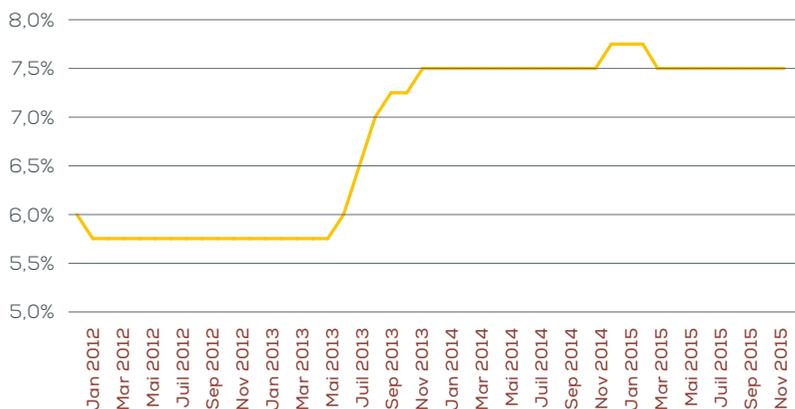
Lorsqu'on parle du taux d'intérêt indonésien, il est généralement question du « BI rate ». Le BI rate est le taux de base ou taux directeur avec lequel la Banque centrale d'Indonésie exerce sa politique monétaire. Un changement apporté à celui-ci se répercute sur l'éventail complet de taux d'intérêt du marché fixés par les organismes financiers et a donc des conséquences sur les coûts de crédit des consommateurs, des acquéreurs de biens immobiliers et des entreprises, aussi bien que sur les taux d'intérêt des dépôts bancaires et des autres instruments d'épargne.

Le 17 février 2015, la Bank of Indonesia a surpris les marchés en abaissant pour la première fois en trois ans le BI rate. Celui-ci a diminué de 25 points de

base, passant de 7,75% à 7,5%, alors que les experts prévoient unanimement une stabilisation. La BI a justifié son choix d'assouplir sa politique monétaire par la tendance baissière de l'inflation observée au tout début de l'année 2015. La chute de la roupie qui s'en est suivi l'a dissuadée de réitérer cette action, et ce malgré une croissance économique moins soutenue.

Les pressions inflationnistes persistantes pour 2016 et le relèvement des taux de la Fed portent à croire à ce que la BI n'assouplira pas davantage sa politique monétaire au cours des prochains mois. Les économistes n'escomptent une nouvelle baisse de taux pour relancer la croissance économique qu'à partir de 2017.

### TAUX BI



Source : Bank of Indonesia (décembre 2015)

## 2.1.5 FINANCES PUBLIQUES

Les finances publiques de l'Indonésie sont parmi les plus solides des pays d'Asie. En 2014, la dette publique s'élevait à 25,9% du PIB tandis que le déficit budgétaire représentait 2,2% du PIB. A titre de comparaison, ces indicateurs affichaient respectivement 106,5% et 3,2% du PIB pour la Belgique.

La suppression des subventions aux carburants a permis au gouvernement de faire davantage d'investissements en matière de santé, d'éducation et d'infrastructures. Selon une source économique, la marge de manœuvre budgétaire n'a cependant pas été aussi importante qu'escomptée. La baisse

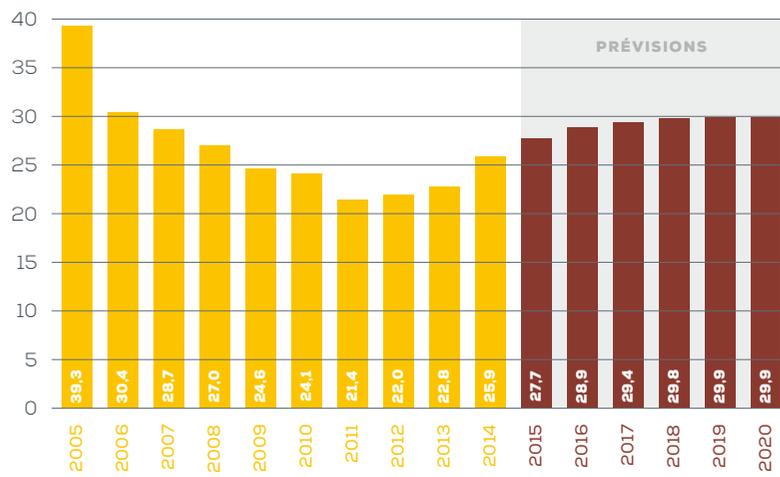
des prix de l'or noir et la production pétrolière réduite à cause notamment du manque d'investissements ont engendré des rentrées fiscales moindres que prévu. Le déficit budgétaire devrait s'élever à 2,3% du PIB en 2015.

Le budget 2016 provisoire, présenté en août 2015, prévoyait une augmentation de 7% des dépenses globales. Les revenus quant à eux devraient croître de 4,9%. Le déficit fiscal de l'Indonésie devrait atteindre 2,2% en 2016, soit une légère diminution, tendance qui devrait se poursuivre au cours des années suivantes vers une stabilisation à 2%.



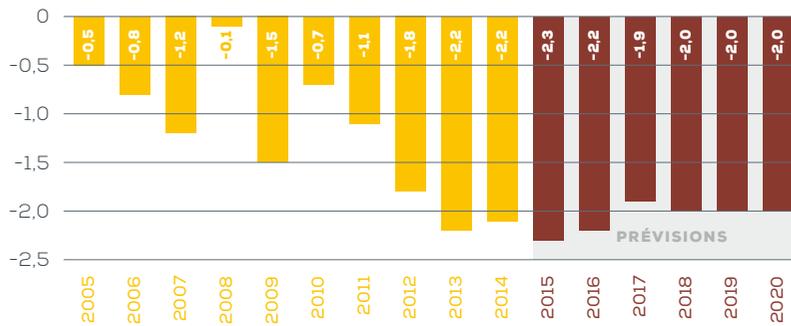


## DETTE PUBLIQUE (EN % DU PIB)



Source : EIU (novembre 2015)

## SOLDE BUDGÉTAIRE (EN % DU PIB)



Source : EIU (novembre 2015)

### 2.2 COMMERCE EXTÉRIEUR

#### 2.2.1 RELATIONS COMMERCIALES

Forte de ses plus de 250 millions d'habitants, l'Indonésie est un acteur commercial de poids sur la scène internationale. Située au cœur de la région hautement stratégique de l'ASEAN, elle veille à nouer et entretenir des contacts étroits avec ses différents partenaires.

L'Indonésie est active en termes d'accord de libre-échange. Les pays avec lesquels elle en a conclus représentent conjointement 67% de son commerce extérieur.

Elle a dans son escarcelle deux accords de libre-échange bilatéraux signés avec le Japon et le Pakistan. Des négociations sont en cours avec l'Inde, l'Australie, le Chili, l'EFTA et la Corée du Sud. Les autres accords de libre-échange impliquant l'Indonésie sont de nature régionale (conclus au niveau de l'ASEAN).

#### MEMBRE FONDATEUR DE L'ASEAN

L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) est une communauté politique, économique et socioculturelle regroupant actuellement dix pays membres : la Malaisie, les Philippines, Singapour, la Thaïlande, le Brunei, le Vietnam, le Laos, la Birmanie, le Cambodge et l'Indonésie. Représentant 40% de son PIB, celle-ci est la première économie de l'ASEAN et la seule à être membre du G20.

L'association a été fondée en 1967 dans le contexte de la guerre froide pour faire barrage aux

mouvements communistes, stimuler la croissance et assurer la stabilité dans la région. Aujourd'hui, l'organisme a pour but de renforcer la coopération et l'assistance mutuelle entre ses adhérents, d'offrir un espace pour régler les problèmes régionaux et de peser en commun dans les négociations internationales.

L'ASEAN est devenue le 31 décembre 2015 une communauté économique (ASEAN Economic Community) pour ses 625 millions de citoyens, sur le modèle de l'Union européenne. L'objectif est de faire de la région un marché commun en éliminant les barrières tarifaires et en facilitant la circulation des personnes, des biens, des services, du travail et des capitaux. L'ASEAN est dorénavant le 5<sup>e</sup> partenaire de l'UE, après les Etats-Unis, la Chine, la Russie et la Suisse.

Au travers de l'ASEAN, l'Indonésie jouit également de six accords de libre-échange régionaux : la zone de libre-échange propre aux pays de l'ASEAN (AFTA) ainsi que ceux conclus avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande, la Chine, l'Inde, le Japon et la Corée du Sud. Des négociations sont en cours avec Hong Kong.

#### ACCORD DE PARTENARIAT ET DE COOPÉRATION AVEC L'UE

Catherine Ashton, ancienne Haute représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité (de 2009 à 2014) avait défini trois priorités pour le développement des



relations de l'UE avec l'Indonésie : renforcer les liens économiques, consolider le partenariat politique et procéder à des échanges de vues sur les enjeux régionaux et internationaux, compte tenu du poids croissant de l'Indonésie dans les affaires mondiales. Sa visite dans l'archipel en 2013 avait été perçue comme une avancée importante.

Un accord de partenariat et de coopération (APC) entre l'UE et l'Indonésie est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2014. Il s'agit du premier du genre conclu avec un pays d'Asie du Sud-Est. Il a remplacé l'accord de coopération de 1980 établi entre la Communauté européenne et l'ASEAN.

L'APC est un instrument essentiel au développement des relations entre l'UE et l'Indonésie. Sur le plan politique, il témoigne de la volonté commune des deux parties de respecter les principes démocratiques et les droits de l'homme, de lutter contre la prolifération des armes de destruction massive et de combattre le terrorisme. L'APC élargit également le champ des

travaux communs dans la migration, la coopération juridique et douanière, l'éducation, le changement climatique, les transports, le tourisme et la lutte contre la corruption et la criminalité.

#### INTÉRÊT MARQUÉ POUR LE TPP

Lors de sa visite à la Maison Blanche en octobre 2015, le Président Widodo a affirmé que l'Indonésie entendait rejoindre le Trans-Pacific Partnership (TPP). Conclu début octobre 2015 au terme de plusieurs années de négociations, le TPP rassemble aujourd'hui 12 pays des zones Asie et Pacifique (Brunei, Chili, Nouvelle-Zélande, Singapour, Australie, Canada, Etats-Unis, Japon, Malaisie, Mexique, Vietnam et Pérou), représentant conjointement 40% du PIB mondial. L'objectif du traité est d'imposer une libéralisation des échanges et une uniformité réglementaire dans de nombreux secteurs sensibles comme l'agriculture, l'accès aux marchés publics et les normes environnementales.

**JE ME FÉLICITE VIVEMENT DE L'ENTRÉE EN VIGUEUR, AUJOURD'HUI, DE L'ACCORD DE PARTENARIAT ET DE COOPÉRATION (APC) UE-INDONÉSIE. L'INDONÉSIE EST UN PARTENAIRE ESSENTIEL DANS UNE RÉGION QUI REVÊT UNE IMPORTANCE STRATÉGIQUE POUR L'UE ET UN ACTEUR DE PLUS EN PLUS IMPORTANT SUR LA SCÈNE MONDIALE. NOUS NOUS RÉJOUISSONS DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'APC AVEC NOS PARTENAIRES INDONÉSIENS, QUI NOUS PERMETTRA DE NOUER UNE RELATION PLUS MATURE ET PLUS DIVERSIFIÉE.**

CATHERINE ASHTON, HAUTE REPRÉSENTANTE DE L'UNION EUROPÉENNE POUR LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET LA POLITIQUE DE SÉCURITÉ (MAI 2014)

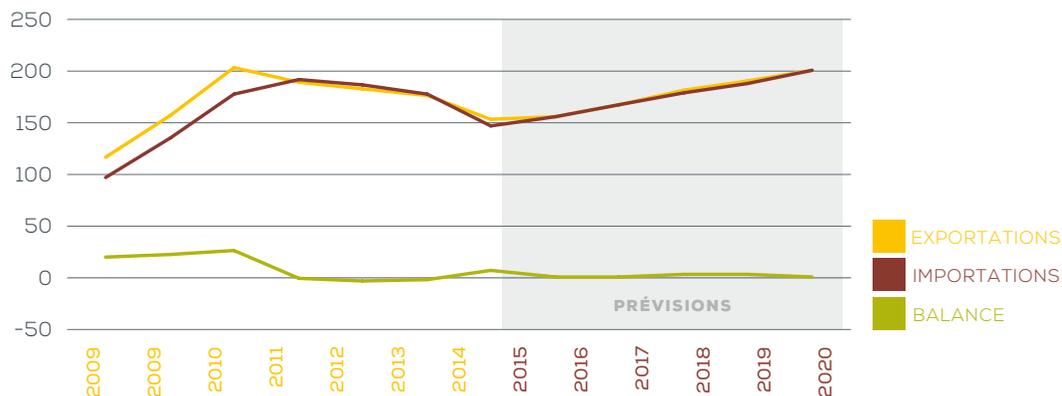
## 2.2.2 BALANCE COMMERCIALE

Selon l'OMC, le pays était le 28<sup>e</sup> exportateur et le 28<sup>e</sup> importateur mondial de marchandises en 2014. A titre de comparaison, la Belgique occupait la 13<sup>e</sup> place au sein de ces deux classements.

Le pays a exporté 176,0 milliards d'USD de marchandises en 2014, soit une diminution de 3% par rapport à 2013. L'Indonésie a importé un montant équivalent, 178,2 milliards d'USD pour être exact, soit 5% de moins qu'en 2013.

Depuis 2012, la balance commerciale des marchandises présente un équilibre. Le léger déficit enregistré en 2014 s'élevait à 2,2 milliards d'USD. Selon les économistes de l'EIU, exportations et importations devraient progresser de concert et l'équilibre devrait subsister au cours des cinq prochaines années. Un excédent commercial de 5 milliards d'USD est attendu pour 2015 sur base des derniers chiffres disponibles.

### FLUX DES ÉCHANGES COMMERCIAUX DE BIENS, EN MILLIARDS D'USD COURANTS



Source : EIU (novembre 2015)



## 2.2.3 EXPORTATIONS

### PAR PAYS

La majorité des exportations indonésiennes sont destinées au continent asiatique. Les pays de l'ASEAN absorbent 22,5%. Le podium est complété par le Japon (13,1%) et la Chine (10,0%). Les ventes indonésiennes vers ces deux pays ont fortement diminué par rapport à 2013, de respectivement 15% et 22%.

Juste derrière arrive l'Union européenne (9,6%), puis les Etats-Unis (9,4%). Les exportations vers ceux-ci ont progressé, de respectivement 5% et 1%. Le reste du top 10 est asiatique, à l'exception de l'Australie (2,8%).

Au classement par pays, la Belgique arrive en 27<sup>e</sup> position. Elle a acheté des marchandises indonésiennes pour un montant estimé à 1,2 milliard d'USD en 2014, principalement des chaussures et des vêtements. Au sein de l'Union européenne, le trio de tête est composé des Pays-Bas (11<sup>e</sup> au classement

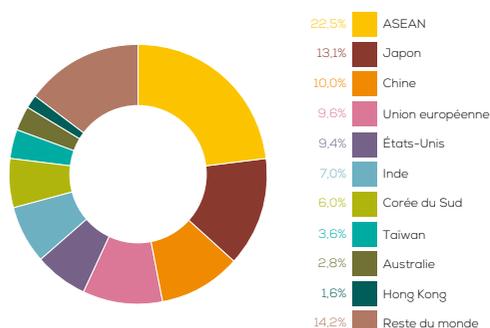
par pays), de l'Allemagne (13<sup>e</sup>) et de l'Italie (17<sup>e</sup>).

Les exportations indonésiennes vers la Belgique ont progressé de 1,2% en 2014. Les chiffres du premier semestre 2015 indiquent une augmentation de 15,1% par rapport à la même période en 2014. Pour plus détails, l'Agence pour le Commerce extérieur a publié « Les relations commerciales de la Belgique avec l'Indonésie ».

### PAR PRODUIT

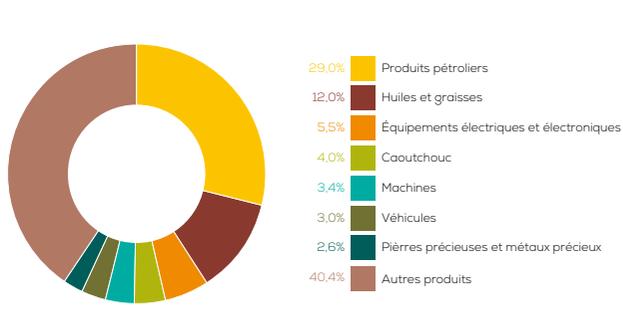
Plus d'un quart des exportations indonésiennes concernent des produits pétroliers, catégorie qui chute cependant de 11% par rapport à 2013. Les huiles et graisses animales et végétales s'octroient 12,0% du total, augmentant de 10% en 2014. Une autre section représente plus de 5% du mix d'exportation : les équipements électriques et électroniques.

### EXPORTATIONS PAR PAYS (2014)



Source : ITC (2015)

### EXPORTATIONS PAR PRODUIT (2014)



Source : ITC (2015)



## 2.2.4 IMPORTATIONS

### PAR PAYS

Au niveau des importations, on retrouve les mêmes partenaires commerciaux principaux que pour les exportations. La zone ASEAN est plus dominatrice encore, fournissant l'Indonésie à hauteur de 28,6%, malgré une diminution de 7% en valeur par rapport à 2013.

La Chine arrive 2<sup>e</sup> avec 17,2%. Le Japon complète le podium avec 9,5%, suivi par l'Union européenne (7,1%). Ces deux derniers sont en recul.

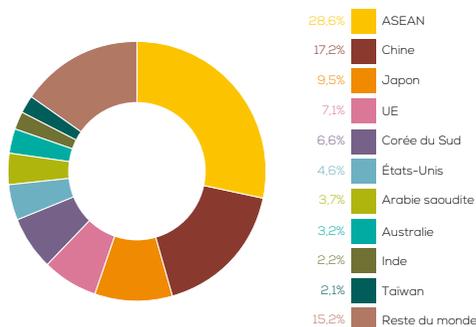
L'Indonésie a importé pour 585 millions d'USD de marchandises belges [essentiellement des produits chimiques et des machines], ce qui fait de notre pays son 3<sup>e</sup> fournisseur [7<sup>e</sup> à l'échelle

européenne]. L'Allemagne, l'Italie et la France sont les premiers fournisseurs européens de l'Indonésie, respectivement 10<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup> et 2<sup>e</sup> au classement par pays. Nos exportations vers l'archipel ont enregistré un statu quo en 2014, de même qu'au cours des six premiers de 2015.

### PAR PRODUIT

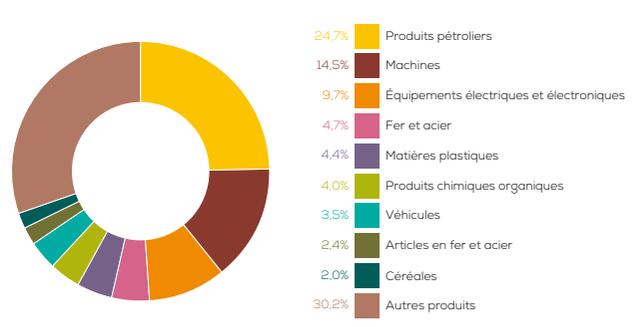
Un quart des importations indonésiennes concernent les produits liés à l'industrie du pétrole et du gaz. Les machines [14,5%] et les équipements électriques et électroniques [9,7%] constituent ensemble un deuxième quart. Le fer, l'acier et les articles qui en sont fabriqués représentent conjointement 7,1% du total importé.

### IMPORTATIONS PAR PAYS (2014)



Source : ITC (2015)

### IMPORTATIONS PAR PRODUIT (2014)



Source : ITC (2015)

### 2.3 INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS

On parle d'investissement direct étranger (IDE) lorsqu'une entreprise acquiert au moins 10% du capital d'une société étrangère dans le but d'y exercer un contrôle et d'influencer sa gestion. Ces opérations sont en général classifiées selon deux grands groupes : d'une part, les investissements dits « greenfield » qui visent à créer une entreprise de toutes pièces et, d'autre part, les acquisitions, qui ciblent la prise de contrôle d'une entreprise existante.





## 23 MILLIARDS D'USD EN 2014

L'Indonésie est le 4<sup>e</sup> pays d'Asie de l'Est et du Sud-est en termes d'IDE derrière la Chine, Hong Kong et Singapour. D'après le Rapport sur les investissements mondiaux 2014 de la CNUCED, l'Indonésie figure parmi les destinations privilégiées des compagnies transnationales pour 2014-2016.

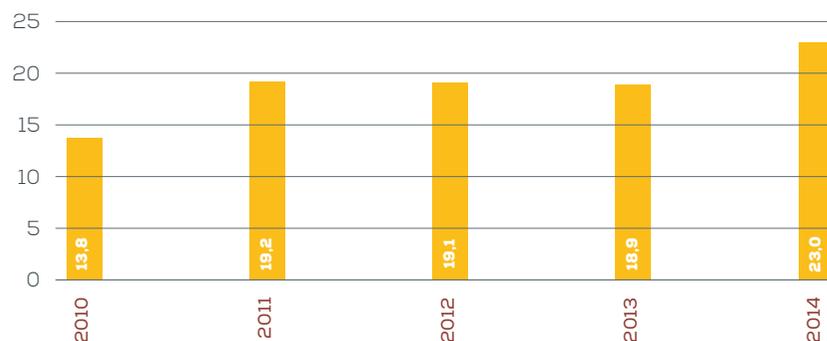
Les flux d'IDE dirigés vers l'Indonésie connaissent une tendance à la hausse et leur base s'élargit. Selon les données de la Banque centrale indonésienne (BI), les capitaux étrangers destinés à l'Indonésie se sont élevés à 23 milliards d'USD en 2014, une augmentation significative de 21,2% par rapport à 2013.

Le BKPM, l'agence nationale indonésienne de coordination des investissements, a publié des chiffres sensiblement plus élevés : 28,5 milliards

d'USD d'IDE. Cette différence trouve son explication dans la méthodologie d'enregistrement : le BKPM inclut dans son calcul tout investissement supérieur ou égal à 1% du capital social d'une entreprise alors que pour la BI le seuil est de 10%.

Selon les derniers chiffres disponibles auprès du BKPM, l'Indonésie a enregistré une hausse de 16,7% de ses investissements totaux (domestiques et étrangers) au cours des 9 premiers mois de 2015 en comparaison avec la même période en 2014. L'investissement domestique atteint 9,7 milliards d'USD, soit 16,4% de plus qu'en 2014 (9 premiers mois) et l'investissement étranger 19,5 milliards, soit une progression de 16,9%. Le Président de BKPM Franky Sibarani a indiqué que ce montant représentait 77% de l'objectif annuel et qu'il était optimiste quant au résultat de fin d'année.

### FLUX D'IDE NETS, EN MILLIARDS D'USD



Source : Bank of Indonesia (2015)

## ...MAJORITAIREMENT EN PROVENANCE D'ASIE...

En 2014, les principaux pays d'origine des flux d'IDE étaient asiatiques, à raison de 95,1% du total, une progression de 21,5%. L'ASEAN a notamment représenté 58,3%.

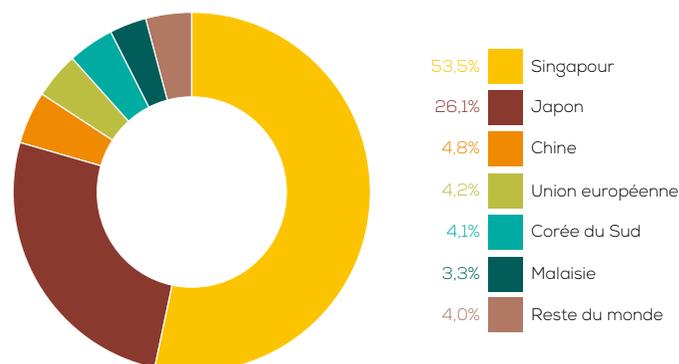
Singapour est de loin le premier pourvoyeur d'IDE avec 12,4 milliards d'USD (en hausse de 15,4%), soit 53,5% des capitaux affluant en Indonésie. Le Japon est deuxième avec 5,9 milliards d'USD (en baisse de 67%), soit 26,1%. La Chine arrive en troisième position avec 1,1 milliard d'USD, enregistrant une hausse exceptionnelle en passant de 68 millions d'USD à 1,1 milliard d'USD, soit 4,8% des IDE en Indonésie.

Les investissements européens se sont élevés quant à eux à 875,9 millions d'USD, soit 4,2 % du total, après avoir connu un désinvestissement massif en 2013. Cette hausse a été tirée par d'importants afflux en provenance du Royaume-Uni, de France et du Luxembourg, tandis que l'Allemagne et les Pays-Bas ont au contraire rapatrié des capitaux investis.

La Belgique a également désinvesti en 2014 (-45,2 millions d'USD). Les capitaux belges s'élevaient à 41 millions d'EUR en 2012 et à 51 millions d'EUR en 2013.

Concernant les flux nets d'IDE américains, on a observé en 2014 une balance négative et un désinvestissement global de 1,3 milliard d'USD.

## FLUX D'IDE NETS EN 2014, PAR PAYS



Source : BI (2015)



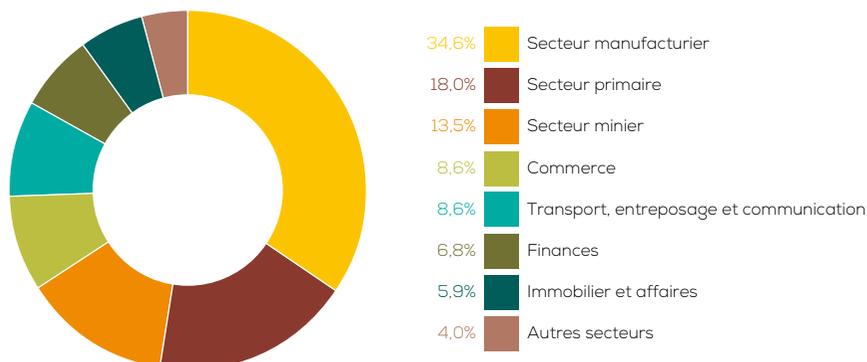
## ... ET DIRIGÉS VERS LE SECTEUR MANUFACTURIER

L'attractivité du secteur manufacturier demeure importante en 2014 (7,9 milliards d'USD d'IDE bruts), malgré une baisse de 6,8% par rapport à 2013. Le secteur s'approprie 34,6% des flux d'IDE entrants (contre 45,3% en 2013). Ceux-ci proviennent majoritairement du continent asiatique, qui a consacré au secteur 81,9% de sa masse de capitaux dirigés vers l'Indonésie. Les flux américains se sont élevés à 1,6 milliard d'USD. A l'inverse, l'Indonésie a connu pour ce secteur une sortie de capitaux européens de 1,3 milliard d'USD en 2014.

Les investissements à destination du secteur primaire (agriculture, pêche, sylviculture et chasse) ont progressé de 110,2% en 2014, atteignant 18,0% du total, soit 4,1 milliards d'USD.

Les IDE entrants dans le secteur minier ont connu une hausse de 25,1%, passant de 2,5 milliards d'USD à 3,1 milliards d'USD (soit 13,5% du total). Cette évolution s'explique par une hausse des capitaux venant de Chine et de l'Union européenne. L'archipel a toutefois connu une sortie de capitaux en provenance d'Amérique du Nord.

### FLUX D'IDE NETS EN 2014, PAR SECTEUR



Source : BI (2015)

## ENTRE PROTECTIONNISME ET LIBÉRALISATION

Le coût du crédit local est très élevé en Indonésie. Le pays a par conséquent un besoin crucial d'IDE pour financer le développement de son économie. Quelques aspects de l'environnement réglementaire lié aux investissements étrangers sont analysés ci-après.

En janvier 2014, une interdiction sur les exportations de minerais bruts devait entrer en vigueur, afin d'imposer un raffinage local et accroître ainsi les retombées économiques pour le pays. Face à la pression des compagnies minières, qui invoquaient un manque de rentabilité dans un contexte de surproduction, l'Indonésie n'a finalement appliqué cette mesure qu'au nickel et à la bauxite. La nouvelle réglementation adoptée repousse l'échéance à 2017 pour les autres types de minerais, à condition qu'ils présentent un niveau de concentration suffisant et que les compagnies minières s'engagent à construire des raffineries. Des taxes à l'exportation de plus en plus élevées ont également été introduites. Au regard des investissements, cette mesure semble avoir eu un effet favorable puisque les IDE dans le secteur minier ont connu une hausse de 25,1% en 2014.

En avril 2014 est parue la nouvelle « liste négative des investissements » [DNI], révisée tous les trois ans. Cette dernière est globalement plus restrictive que la

précédente concernant les investissements étrangers.

Certains secteurs sont devenus plus hermétiques à la prise de participation étrangère comme celui de l'énergie, en particulier l'électricité ainsi que le pétrole et le gaz. Par exemple, la proportion maximale de capitaux étrangers pour le développement de projets offshore de forage de gaz a été réduite à 75% [contre 95% auparavant] tandis que le forage onshore est désormais fermé aux investisseurs étrangers. De nouvelles restrictions affectent également le transport, notamment maritime, et la logistique.

Quelques secteurs au contraire bénéficient d'un léger assouplissement des conditions, comme les l'industrie pharmaceutique et les activités financières, pour lesquelles le plafond de l'investissement étranger passe de respectivement 75% et 80% à 85%.

Certaines mesures de simplification administratives encouragent l'afflux de capitaux étrangers. Ainsi en octobre 2014, les procédures de licence dans le secteur minier ont été révisées. La mise en place d'un guichet unique [« one-stop-service »] au sein du BKPM, a aussi pour objectif la facilitation des démarches administratives pour les investisseurs.

**LE RENFORCEMENT DE LA STABILITÉ POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE A SUPPRIMÉ CERTAINS RISQUES D'INVESTISSEMENT ET A AMÉLIORÉ LE CLIMAT DU MARCHÉ. MAIS CERTAINS FREINS PERSISTENT, TELS QUE LA HAUSSE DU COÛT DU CRÉDIT, LE MAUVAIS CLIMAT DE L'INVESTISSEMENT, LE POIDS EXCESSIF ET L'IMPRÉVISIBILITÉ DES RÉGLEMENTATIONS, LE MAUVAIS ÉTAT DES INFRASTRUCTURES, LA GESTION DU RISQUE TERRORISTE ET LE HAUT NIVEAU DE CORRUPTION.**

TRADE SOLUTIONS BNP PARIBAS, « LES INVESTISSEMENTS EN INDONÉSIE » (OCTOBRE 2015)



## PARTICIPATION ÉTRANGÈRE MAXIMALE AUTORISÉE, PAR SECTEUR

SECTEUR	Type de projets	Sous l'ancienne DNI	Sous la nouvelle DNI
<b>ELECTRICITÉ</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>&gt; Centrales électriques d'une capacité supérieure à 10 MW</li> <li>&gt; Transport</li> <li>&gt; Distribution</li> </ul>	> 95% (pendant la période de concession, sous un PPP)	<ul style="list-style-type: none"> <li>&gt; 100% (pendant la période de concession, sous un PPP)</li> <li>&gt; 95% (hors période de concession sous régime PPP)</li> </ul>
	> Centrales électriques d'une capacité comprise entre 1 et 10 MW	> Non régulé	> 49%
	> Installations électriques	> Non régulé	> 0%
<b>TRANSPORT</b>	> Installations portuaires	> 49%	> 95%
	> Terminaux	> 0%	> 49%
	> Mise à l'essai de véhicules à moteur et de transport public	> 0%	> 49%
	> Transport multimodal	> Non régulé	> 49%
<b>PHARMACIE</b>		> 75%	> 85%
<b>FINANCES</b>		> 80%	> 85%
<b>PÉTROLE ET GAZ</b>	> Forage onshore	> 95%	> 0%
	> Forage offshore	> 95%	> 75%
	> Plateformes	> Non régulé	> 75%
	> Réservoirs sphériques	> Non régulé	> 49%
	> Pipelines offshore	> Non régulé	> 49%
	> Etudes de sol (géologique, géophysique)	> Non régulé	> 49%
	> Etudes de sol (géothermie)	> Non régulé	> 95%
	> Installations de production en amont onshore	> Non régulé	> 0%
	> Pipelines onshore	> Non régulé	> 0%
	> Réservoirs horizontaux et verticaux	> Non régulé	> 0%
	> Stockage onshore	> Non régulé	> 0%
> Installations marketing	> Non régulé	> 0%	
<b>ENVIRONNEMENT</b>	> Gestion et élimination des déchets dangereux	> Non régulé	> 95%
<b>LOGISTIQUE</b>	> Services de distribution, entreposage frigorifique à Sumatra, Bali et Java	> Non régulé	> 33%
	> Services de distribution, entreposage frigorifique à Kalimantan, Sulawesi, Nusa Tenggara, Maluku, Papua	> Non régulé	> 67%
<b>MINES</b>	> Exploitation minière	> 75%	> 75%
	> Production minière	> 49%	> 49%

Source : BKPM (mai 2014)

### 2.4 APPRÉCIATION DU RISQUE

#### 2.4.1 APPRÉCIATION DU RISQUE SELON LE GROUPE CREDENDO

Delcredere|Ducroire, assureur-crédit public belge membre du Groupe Credendo, assure les entreprises et les banques contre les risques politiques et commerciaux dans les relations commerciales internationales se rapportant surtout aux biens d'équipement, projets industriels, travaux et services aux entreprises. Il est également habilité à participer à ces mêmes risques au travers de conventions de partage de risques avec les banques. Dans le cadre de cette activité, le Groupe Credendo établit un classement des pays selon le risque qu'ils représentent pour les investisseurs. Leurs conclusions pour l'Indonésie sont mitigées tant sur le plan politique que sur le plan commercial.

##### OPÉRATIONS D'EXPORTATION

Les risques politiques auxquels les investisseurs s'exposent en Indonésie sont moyens. Ils sont de classe 3 à court terme, à moyen et long terme et pour les affaires spéciales. Le risque politique doit être compris comme étant tout événement survenant à l'étranger qui revêt, pour l'assuré ou pour le débiteur, un caractère de force majeure comme les guerres, révolutions, catastrophes naturelles, pénuries de devises, ou les actes d'autorités publiques ayant le caractère de « fait du prince ».

Le risque commercial se situe en classe B, soit un risque moyen. Il s'agit du risque de carence du débiteur privé étranger, c'est-à-dire du risque que ce dernier soit incapable d'exécuter ses obligations ou qu'il s'y soustraie sans motif légal. Le risque commercial n'est pas déterminé uniquement par la situation propre au débiteur, mais également par

des facteurs macroéconomiques systémiques qui influencent la capacité de paiement de l'ensemble des débiteurs d'un pays.

Tant pour les opérations d'exportation assorties d'une durée de crédit de court terme que pour celles faisant l'objet d'une durée de crédit moyen/long terme, le Groupe Credendo peut offrir la couverture des risques politiques et commerciaux en « open account », c'est-à-dire sans qu'une garantie bancaire soit requise et sans autres conditions particulières. Les plafonds de couverture du Groupe Credendo pour ce pays ont été établis à 2.250 millions d'EUR pour le court terme et les affaires spéciales et à 1.500 millions d'EUR pour le moyen/long terme et les investissements.

Conformément à l'arrangement conclu au sein de l'OCDE, le délai maximum de remboursement pour les transactions à moyen et long termes vers ce pays a été fixé à 10 ans. Dans les cas de crédits d'aide, l'arrangement OCDE exige un niveau de concessionnalité de 35% minimum.

##### INVESTISSEMENTS DIRECTS

Le Groupe Credendo assure les investissements dans ce pays contre le risque de guerre, le risque d'expropriation et de fait du prince et le risque de transfert lié au paiement des dividendes ou au rapatriement du capital. Ces risques peuvent être assurés séparément, mais aussi selon toutes les combinaisons possibles. Chaque demande est traitée au cas par cas sur base d'une analyse détaillée.



Le risque de guerre comprend à la fois le risque de conflit externe et le risque de violence politique interne. La violence politique interne comprend, à son tour, le cas extrême de guerre civile, mais aussi les risques de terrorisme, de troubles civils, de conflits socio-économiques et de tensions raciales et ethniques. L'Indonésie obtient ici une cotation moyenne de 3 sur une échelle de 7.

Le risque d'expropriation et de fait du prince recouvre non seulement les risques d'expropriation et de rupture des engagements contractuels par l'autorité publique, mais aussi les risques liés au (dys-) fonctionnement de l'appareil juridique et le

risque potentiel d'un changement d'attitude négatif envers les investisseurs étrangers. L'Indonésie reçoit une note de 5 sur une échelle de 7, indiquant un risque important.

Le risque de transfert est le risque résultant d'un événement ou d'une décision des autorités étrangères empêchant le transfert du montant de la créance payée par le débiteur. Avec 3 sur 7, le pays se classe dans la catégorie des risques moyens.

De plus amples informations sont disponibles sur [www.credendogroup.com](http://www.credendogroup.com).

## 2.4.2 AUTRES INDICATEURS DE RISQUE

De nombreuses institutions évaluent le risque de conclure des affaires dans un pays. Nous reprenons ici une sélection des plus connues :

- > Selon le « Global Competitiveness Report 2015-2016 » du Forum économique mondial, l'Indonésie décroche la 37<sup>e</sup> place sur 140 pays classés en fonction de leur compétitivité, ce qui représente une chute de trois rangs par rapport à l'année précédente. La Belgique occupe quant à elle la 19<sup>e</sup> position. Le rapport souligne les faiblesses de l'Indonésie dans des domaines essentiels pour la compétitivité tels que les infrastructures [62<sup>e</sup>], les institutions [53<sup>e</sup>], la santé publique [96<sup>e</sup>] et le marché du travail [11<sup>e</sup>].
- > Selon l'Index of Economic Freedom 2015 de la Fondation Heritage, l'Indonésie se classe 10<sup>e</sup> sur 177 avec un score de 58,1, soit dans la catégorie « mostly unfree ».
- > Selon l'indicateur « Ease of Doing Business 2016 » de la Banque mondiale, qui mesure la facilité d'entretenir des relations commerciales, l'Indonésie occupe le 109<sup>e</sup> rang sur 185, soit une progression de 11 places par rapport à la version 2015, alors que la Belgique se classe 43<sup>e</sup>.
- > Le pays est 58<sup>e</sup> sur 138 en ce qui concerne la facilité de faire du commerce selon le « Global Enabling Trade Report 2014 » du Forum économique mondial. La Belgique est quant à elle 20<sup>e</sup>. L'Indonésie offre des conditions d'accès relativement favorables à son marché intérieur [26<sup>e</sup>], tandis que ses exportateurs profitent de tarifs parmi les plus avantageux au monde [8<sup>e</sup>].
- > Selon l'OCDE, le risque pays de l'Indonésie obtient une note de 3 sur une échelle de 7, soit un risque moyen. Le risque pays tel que défini par l'OCDE dans ce cadre est composé du risque de transfert et du risque de convertibilité.







# 3 ANALYSE SECTORIELLE



### 3.1 INFRASTRUCTURES

Selon le « Global Competitiveness Report 2015-2016 » du Forum économique mondial, l'Indonésie se classe 62<sup>e</sup> sur 140 nations en termes d'infrastructures. Les routes endommagées, les ponts effondrés et les ports vieillissants témoignent de la vétusté des installations indonésiennes. Située sur la Ceinture de feu du Pacifique, l'Indonésie est fréquemment victime de phénomènes climatiques dévastateurs ou de catastrophes naturelles.

Le manque d'infrastructures adéquates dont souffre le pays, tant en qualité qu'en quantité, freine son développement social et économique et entrave ses échanges commerciaux de biens et de services.

Selon les sondages, le sous-équipement arrive en tête des problèmes auxquels font face les firmes industrielles. En ville, une personne sur trois dit rencontrer des difficultés de mobilité, une proportion atteignant 50% dans les parties les plus reculées. Selon les calculs de la Banque mondiale, le manque de transport coûte à l'Indonésie un point de PIB en moyenne.

Le Ministère des Travaux publics et du Logement souligne également que l'urbanisation croissante doit aller de pair avec un développement des infrastructures et une bonne gouvernance. Le taux de pauvreté aura tendance à augmenter si elle n'est pas gérée de manière adéquate. 54% des Indonésiens vivent dans les villes aujourd'hui et cette proportion devrait grimper à 66% d'ici 2050.

#### UN SECTEUR PRIORITAIRE

Le gouvernement Widodo a placé le développement des infrastructures parmi ses priorités. Après avoir mis un terme en janvier 2015 à la plupart des subventions sur les carburants, il a pu économiser un montant équivalent à celui dépensé à cet escient en 2014, soit environ 230.000 milliards d'IDR (plus de 15 milliards d'EUR).

60% de cette enveloppe seront consacrés au secteur des infrastructures. Le budget sera doublé pour les transports et les travaux publics (routes, construction, irrigation...). L'agriculture, l'industrie pétrolière et gazière, ainsi que la production électrique en bénéficieront également. Les projets se concentreront sur six couloirs économiques : Sumatra, Java, Kalimantan, Sulawesi, Bali-Nusa Tenggara et Papua-Maluku. Les effets de ces initiatives sont déjà perceptibles, au travers d'une hausse des ventes de ciment et des importations de biens d'équipement et de matériaux de construction.

Le budget global nécessaire aux infrastructures est estimé à 150 milliards d'USD pour les cinq prochaines années. Le gouvernement ne pourra cependant financer que 30% de cette enveloppe. La contribution du secteur privé, domestique et étranger, est dès lors cruciale. Pour pallier ces contraintes budgétaires, la Société financière internationale (IFC) du Groupe de la Banque mondiale a investi 20% dans PT Indonesia Infrastructure Financing, une entité destinée à faciliter le financement en monnaie locale des projets d'infrastructures privés.



**THE PROGRESS IN INFRASTRUCTURE DEVELOPMENT IN THE LAST TWO YEARS HAS BEEN MUCH BETTER THAN EXPECTED. INDONESIA'S ECONOMY HAS IMPROVED AND ITS SOVEREIGN RATING HAS BEEN UPGRADED TO INVESTMENT GRADE, MAKING INFRASTRUCTURE INVESTMENTS MORE ATTRACTIVE TO INVESTORS AND LENDERS.**

SHOBANA VENKATARAMAN, IFC PRINCIPAL INVESTMENT OFFICE (OCTOBRE 2015)

Le gouvernement cherche également à rendre le secteur plus accessible aux investisseurs privés en simplifiant les procédures réglementaires. Il a ainsi modifié la loi sur les partenariats public-privé, améliorant la transparence des appels d'offres, et créé l'Indonesia Infrastructure Guarantee Fund, procurant des garanties aux projets liés aux infrastructures. En décembre 2014, le Parlement a également voté une nouvelle loi sur l'acquisition de terrains (Land Acquisition Law), permettant aux autorités d'acheter des terrains privés pour des projets de construction contre rémunération au propriétaire.

En novembre 2015 a eu lieu une conférence rassemblant les gouvernements régionaux indonésiens sur le thème du développement des infrastructures, qualifiées de durables et inclusives ([www.indonesiainfrastructureweek.com](http://www.indonesiainfrastructureweek.com)). Elle avait pour vocation de mettre en avant les priorités du pays auprès des décideurs politiques et des entreprises, privées comme publiques.

Le reste de cette section passe en revue deux domaines particuliers des infrastructures : la logistique et l'électricité.

**INFRASTRUCTURE IS VITAL FOR THE LONG-TERM GROWTH AND COMPETITIVENESS OF EMERGING ECONOMIES. IT HELPS CREATE JOBS AND IMPROVES STANDARDS OF LIVING. HOWEVER, MANY ASIAN COUNTRIES SUCH AS INDONESIA ARE STILL FACING CONSTRAINTS IN DEVELOPING AND FUNDING INFRASTRUCTURE PROJECTS.**

SARVESH SURI, IFC INDONESIA COUNTRY MANAGER (OCTOBRE 2015)

## VERS UNE RÉDUCTION DE LA CHARGE LOGISTIQUE

Le manque d'infrastructures adéquates rend les coûts logistiques en Indonésie particulièrement élevés. Ils affectent la compétitivité du pays et l'attractivité du climat d'investissement. Selon les chiffres de la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Indonésie [Kadin], 17% des dépenses d'une entreprise autochtone seraient absorbées par la logistique et le transport. Pour les pays voisins, cette proportion serait inférieure à 10%.

Ce désavantage compétitif entraîne des pressions inflationnistes sur les produits domestiques, qui peuvent devenir plus chers que les produits importés. Les oranges de Chine sont par exemple meilleur marché que celles récoltées sur Kalimantan [partie indonésienne de l'île de Bornéo]. Des disparités régionales importantes sont également épinglées. Le riz et le ciment sont ainsi beaucoup plus chers dans l'Est indonésien qu'à Java ou Sumatra, en raison des coûts de transport.

Le gouvernement est à l'origine de plusieurs projets pour améliorer l'offre de transport de l'archipel. Il s'est lancé dans la construction de plusieurs milliers de kilomètres d'autoroutes, dont la Trans-Sumatan Highway, traversant l'île de Sumatra sur plus de 2.500 km.

Un réseau de métro léger, d'une longueur de 42 km jalonnés par 18 stations, est en cours de développement à Jakarta [Jakarta Light Rail Transit ou Jakarta LRT]. Il est destiné à désembouteiller la capitale. Inauguré en septembre 2015, le chantier devrait se terminer en 2018, juste avant les Jeux asiatiques.

## VERS UNE ÉLECTRIFICATION COMPLÈTE

La capacité de production électrique globale du pays est estimée à 52 GW. L'Indonésie a généré 206 TWh en 2014 et 219 TWh en 2015, selon le Ministère de l'Énergie et des Ressources minérales. 88% sont issus de ressources fossiles [pétrole, gaz et charbon] tandis que le solde vient de l'hydroélectricité et de la géothermie.

On estime que 464 TWh d'électricité seront nécessaires en 2024 pour couvrir la demande croissante. Mi-2015, le Président a annoncé un objectif ambitieux: installer de nouvelles centrales

**THE TARGET OF 35,000 MW IS NOT AN EASY TARGET; HOWEVER IT MUST BE ACHIEVED WITH HARD WORK. SUFFICIENT ELECTRICITY IS THE KEY TO ACHIEVING ECONOMIC GROWTH AND PROSPERITY FOR THE PEOPLE.**

JOKO WIDODO, PRÉSIDENT DE L'INDONÉSIE (7 AVRIL 2015)



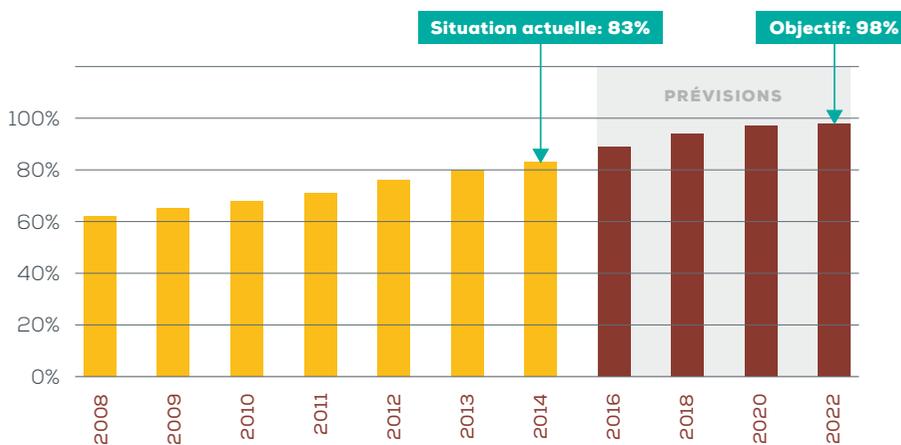
électriques pour accroître la capacité du pays de 35 GW d'ici 2019. 10 GW seront pris en charge par le secteur public au travers de la compagnie nationale PLN tandis que les 25 GW restants seront financés au moyen d'investissements privés.

PLN détient le monopole de la distribution d'électricité, mais est tributaire des subsides accordés par le gouvernement. Les coûts de production sont très élevés en comparaison au prix de vente qui est, lui, fixé. Cela signifie que PLN engendre des pertes pour chaque kWh d'électricité qu'elle écoule si elle ne bénéficie pas d'une aide publique.

En 2014, 83% des Indonésiens avaient accès au réseau électrique contre 68% en 2010, selon PLN. Malgré cette progression, le taux apparaît toujours faible en comparaison avec celui des pays voisins présentant un niveau de revenus semblables. L'est de l'archipel est moins bien nanti que l'ouest, la province de Papua n'atteignant par exemple qu'un ratio de 43%.

Les contraintes d'accès au réseau et les nombreux blackouts enregistrés à cause de l'offre insuffisante expliquent la hausse de la part d'autoproduction électrique, estimée aujourd'hui à 22% de la production totale. Le gouvernement ambitionne une couverture quasi complète d'ici 2022.

### TAUX D'ÉLECTRIFICATION



Source : EY (mars 2015)

### 3.2 ENERGIE

Avec ses 253 millions d'habitants, l'Indonésie est le 4<sup>e</sup> pays le plus peuplé au monde. Son taux d'accroissement démographique avoisine actuellement 1,5% par an.

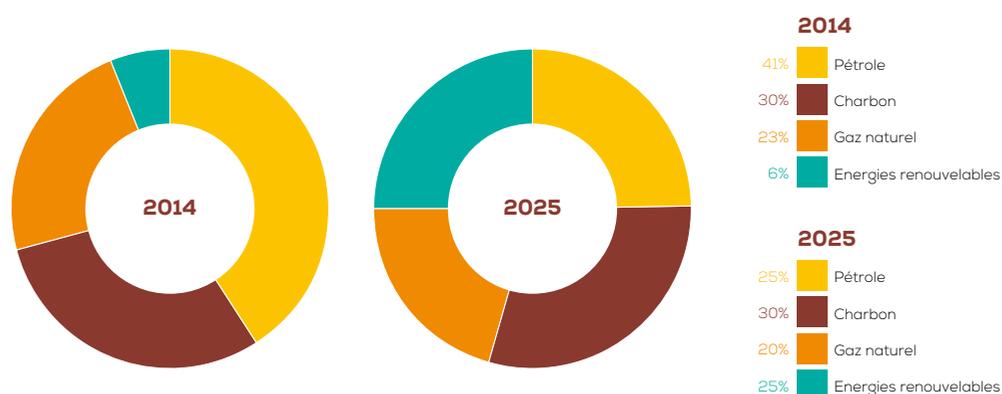
La consommation d'énergie [primaire] a augmenté de 43% entre 2003 et 2013, selon les dernières données de l'US Energy Information Agency (EIA) datant d'octobre 2015. La demande devrait croître dans les prochaines années à un rythme annuel de 8,4%, suite à l'urbanisation et l'industrialisation galopantes.

Cette forte croissance contraint l'Indonésie à réorienter sa politique énergétique, notamment en réduisant ses exportations afin de satisfaire ses propres besoins. L'Indonésie dispose actuellement d'une puissance installée de 52 GW. Le gouvernement prévoit de l'augmenter de 35 GW d'ici 2019.

Le secteur énergétique influence largement l'économie indonésienne. Le pétrole et le gaz naturel (hors produits dérivés) représentent 15% des exportations de marchandises en 2014, malgré une chute de 23% par rapport à l'année 2000 expliquée par des volumes de production plus modestes. Les revenus générés par les hydrocarbures, qui ont contribué au total national à hauteur de près de 20%, ne représentaient plus que 12% en 2014, en dépit des prix pétroliers toujours très élevés au début de cette année-là.

L'investissement étranger dans le secteur énergétique a été freiné par plusieurs facteurs comme les contraintes techniques, la lourdeur des taxes sur la production et l'exploration ainsi que la complexité des procédures d'attribution et de renouvellement des contrats. Une autre explication de taille est la DNI, qui restreint la part des capitaux étrangers autorisés dans les projets énergétiques (voir 2.3).

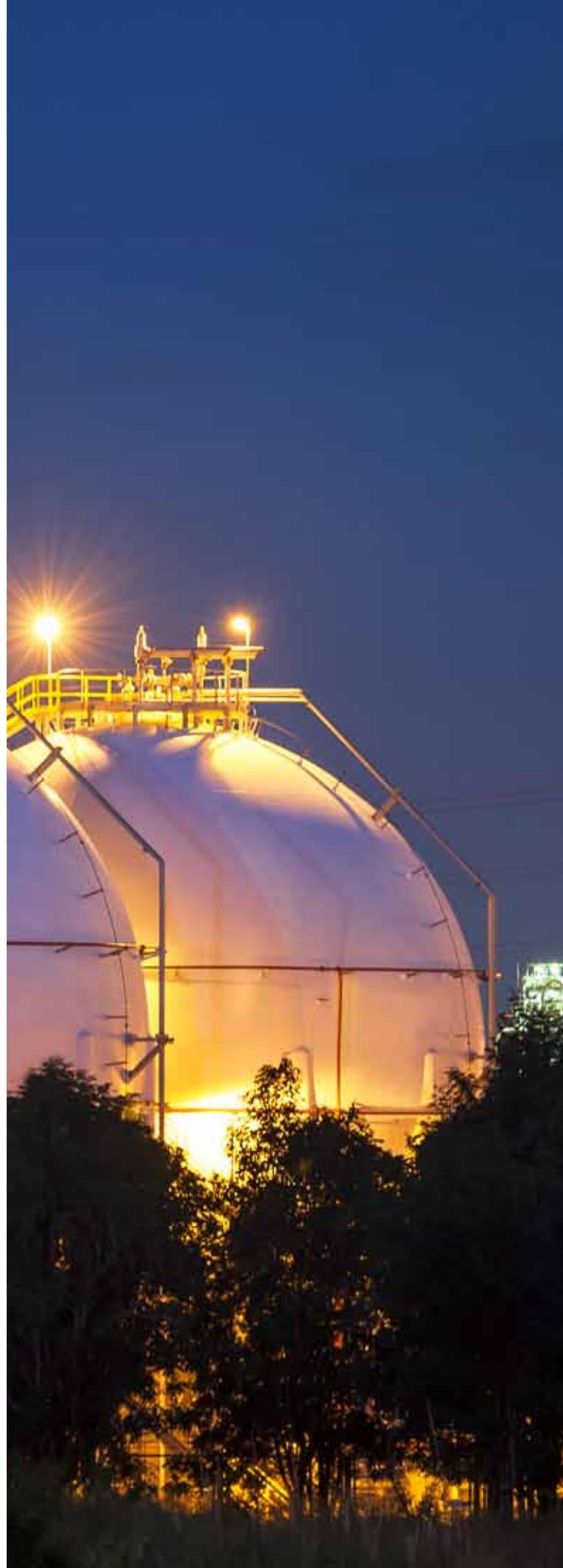
#### MIX ÉNERGÉTIQUE 2014 ET OBJECTIF À L'HORIZON 2025



Source : National Energy Council (2015)

L'Indonésie est l'un des premiers détenteurs mondiaux de ressources énergétiques fossiles. Les réserves prouvées de pétrole, gaz et charbon représentent respectivement 11, 35 et 70 années de production.

Ces trois types d'énergies, que nous analyserons une par une dans la suite de cette section, constituent 94% du mix énergétique en 2014. L'objectif des autorités du pays est de le limiter à 75% d'ici 2025 en augmentant considérablement la part des énergies renouvelables. Celles-ci seront étudiées dans la section suivante [voir 3.3].



## 3.2.1 PÉTROLE

### LA CONSOMMATION S'ACCÉLÈRE...

Le pétrole représente 41% de la consommation d'énergie nationale en 2014. Le gouvernement souhaite néanmoins réduire sa part à 25% d'ici 2025.

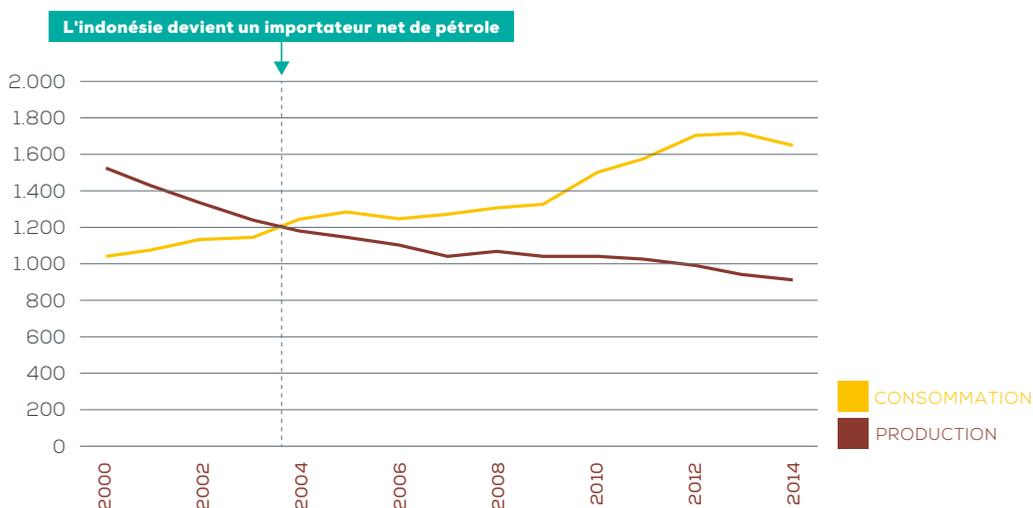
La croissance économique, la population en augmentation et les subsides pour les carburants ont fait grimper la consommation de 1,3 million de barils par jour en 2007 à 1,7 million de barils par jour en 2014. Si le recours au pétrole a diminué dans la production électrique et dans les activités industrielles,

il s'est accru dans les transports et la consommation des ménages.

La gazoline et le gasoil ont représenté 37% chacun dans la demande totale, progressant respectivement de 79% et 9% depuis 2005. Le LPG s'est adjugé 10%, sa consommation ayant été multipliée par 5 depuis 2005.

Les subsides octroyés par le gouvernement pour l'achat de carburant ont représenté annuellement

### CONSOMMATION ET PRODUCTION PÉTROLIÈRE, EN MILLIERS DE BARILS PAR JOUR



Source: US EIA (octobre 2015)



**INDONESIA HAS CONTRIBUTED MUCH TO OPEC'S HISTORY. WE WELCOME ITS RETURN TO THE ORGANIZATION.**

EXTRAIT D'UN COMMUNIQUÉ DE PRESSE DE L'OPEP (8 SEPTEMBRE 2015)

entre 7% et 27% des dépenses publiques entre 2005 et 2014. Les prix pétroliers élevés (avant l'été 2014) et les importations indonésiennes en croissance ont pesé lourdement sur les finances du pays. Selon le Ministère de Finances, le gouvernement a dépassé son budget de 17% en 2014, après avoir dépensé environ plus de 15 milliards d'EUR en subsides.

Le Président a profité de la dégringolade des prix pétroliers pour réduire les subventions aux carburants de plus de 30% en novembre 2014. En janvier 2015, il a supprimé les aides pour la gazoline et a introduit un tarif fixe pour le diesel.

**... LA PRODUCTION RALENTIT**

L'Indonésie disposait de l'équivalent de 3,7 milliards de barils de réserve fin 2014, selon l'Oil & Gas Journal. Le pays est le 22<sup>e</sup> producteur mondial avec 911.000 barils par jour en 2014 contre 1,7 million en 1991. Le pétrole brut représente la majeure partie avec 790.000 barils par jour, un niveau en deçà des prévisions du gouvernement pour 2014. Celui-ci avait diminué son objectif initial pour 2015 de 900.000 barils par jour à 825.000 barils. La production oscillera entre 830.000 et 850.000 barils par jour selon les prévisions.

De nombreuses compagnies pétrolières internationales sont actives sur le marché indonésien, dont Chevron, qui représente 40% de la production de pétrole brut. PT Pertamina, la compagnie publique, arrive en seconde position avec environ 30%. La chute des prix pétroliers devrait réduire d'un tiers

les revenus de l'Indonésie liés aux hydrocarbures en 2015.

Plusieurs facteurs freinent la production pétrolière. Nous épinglerons entre autres les lourdeurs administratives (quant à l'approbation des licences, l'acquisition de terrains, les permis d'exploitation...), la déplétion des champs pétroliers, les infrastructures inadéquates et vieillissantes, les investissements insuffisants (notamment dans les réserves inexploitées) ainsi que les vols commis dans la région du sud Sumatra. La DNI adaptée en avril 2014 restreint considérablement la participation étrangère aux projets liés au pétrole et au gaz (voir 2.3).

Pour attirer les investissements, le Ministère des Finances a exempté les activités d'exploitation de taxes sur les terrains et les bâtiments.

La capacité du pays en termes de raffinage est estimée début 2015 à 1,1 million de barils par jour, grâce à six usines principales et quelques installations plus modestes. Les produits issus du raffinage ont représenté l'équivalent de 55% de la consommation domestique de pétrole. Le gouvernement souhaite faire grimper la capacité du pays pour limiter sa dépendance aux importations de produits raffinés.

**RETOUR AU SEIN DE L'OPEP**

Exportatrice de pétrole jusqu'en 2004, l'Indonésie est désormais importatrice nette, sous l'effet combiné de la diminution de la production et de la hausse des besoins domestiques.

Elle continue malgré tout à exporter du pétrole brut, désireuse de conserver son accès au marché de l'or noir et ses revenus pétroliers. Elle vend actuellement 381.000 barils par jour, principalement aux pays voisins. L'Indonésie n'est pas dotée de pipelines internationaux, mais seulement de pipelines domestiques. Le commerce maritime est donc vital.

Le pays a importé 441.00 barils par jour de pétrole brut, majoritairement d'Arabie saoudite et du Nigéria. Ceux-ci lui ont fourni respectivement 28% et 18% de son approvisionnement. Les autres produits

importés en Indonésie sont la gasoline (53%), le gasoil destiné au transport et à la production électrique, le LPG pour usage domestique ainsi que le kérosène.

Sept ans après avoir quitté l'OPEP le 1<sup>er</sup> janvier 2009 car elle était devenue importatrice nette, l'Indonésie a décidé de réintégrer le cartel en décembre 2015. Elle reste un acteur important du secteur notamment de par sa position géographique stratégique et tient à renforcer ses relations avec les pays producteurs de pétrole.

## 3.2.2 CHARBON

Le pays possède 34,6 milliards de short tons (ou tonnes courtes, unité de mesure américaine équivalant à 907 kg environ) de charbon. Deux tiers de ces ressources se situent dans la province du Kalimantan oriental.

La production charbonnière était très faible en Indonésie il y a 20 ans. Elle a quadruplé entre 2003 et 2013, passant de 125 à 538 millions de short tons, pour répondre à la demande du continent asiatique en forte croissance, où le charbon bénéficie d'un avantage compétitif sur le pétrole et le gaz, plus onéreux. La baisse des prix internationaux et l'essoufflement économique de la Chine freinent aujourd'hui la production et les revenus.

La consommation domestique a, elle aussi, fortement augmenté, doublant au cours de la dernière décennie et dépassant celle de gaz naturel. Elle se chiffrait à 79

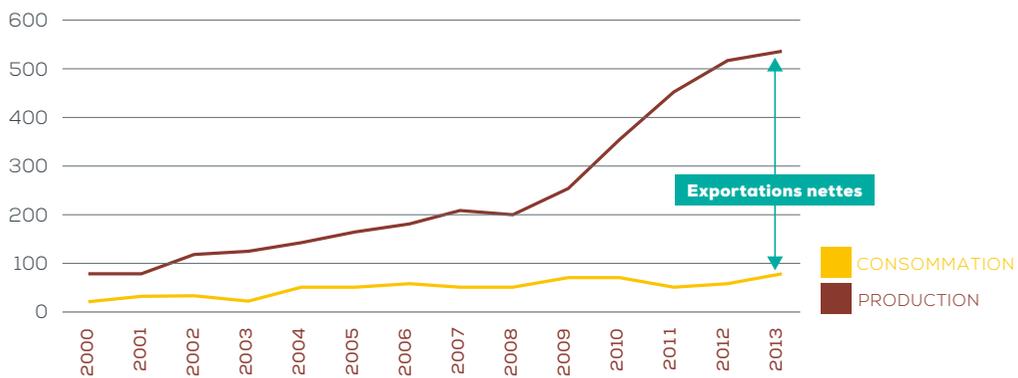
millions de short tons en 2013. Le charbon représente aujourd'hui 30% du mix énergétique du pays. Le secteur de l'électricité a absorbé 70% du volume consommé, le solde étant attribué aux industries.

L'Indonésie encourage le recours au charbon pour la production d'électricité, en raison de l'abondance des ressources. Sur les 35 GW de capacité supplémentaire d'ici 2019 prévus par le gouvernement, 20 seront issus de centrales au charbon. Cette tendance contraste avec celle de nombreux autres pays qui tendent à privilégier des solutions alternatives plus propres.

L'Indonésie exporte 80% de sa production. Depuis 2011, elle est le 1<sup>er</sup> exportateur mondial de charbon en tonnage devant l'Australie. Le pays a vendu 450 millions de short tons hors de ses frontières en 2014, contre 467 millions en 2013.

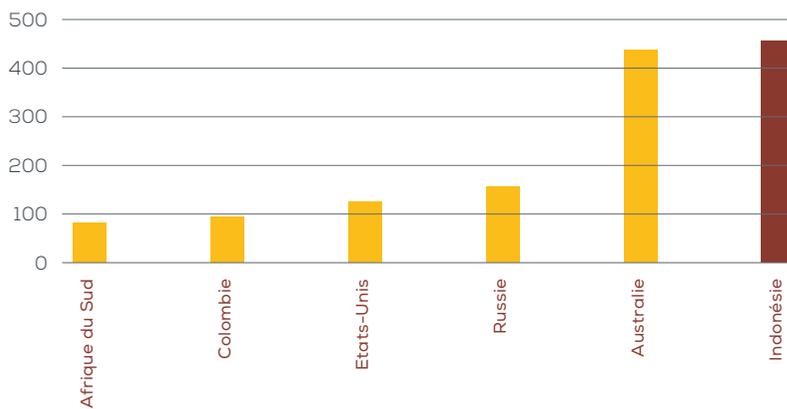


## CONSOMMATION ET PRODUCTION CHARBONNIÈRE, EN MILLIONS DE SHORT TONS



Source : US EIA (octobre 2015)

## EXPORTATIONS DE CHARBON EN 2014 PAR PAYS, EN MILLIONS DE SHORT TONS



Source : US EIA (octobre 2015)

### 3.2.3 GAZ

L'Indonésie possède 103,4 billions de pieds cubes (Tcf) de réserves de gaz naturel en 2015, selon l'Oil & Gas Journal. Celles-ci sont les 13<sup>e</sup> plus larges au monde et les 2<sup>e</sup> en Asie-Pacifique après la Chine.

L'EIA estime la production indonésienne de gaz en 2013 à 2,5 Tcf, majoritairement en provenance de champs off-shore non associés au pétrole. Ce volume a évolué à un taux annuel de 2,4% entre 2000 et 2010, atteignant un pic de 2,8 Tcf en 2010. Cependant, elle a diminué d'environ 4,4% annuellement entre 2011 et 2013. Les prévisions annoncent une stabilisation pour les dix prochaines années. Malgré cette décroissance, l'Indonésie reste le 12<sup>e</sup> producteur de gaz naturel en 2013. L'entreprise publique PT Pertamina représente 13% de la production du pays. Le secteur est dominé par plusieurs compagnies internationales comme Total, Inpex, ConocoPhillips et ExxonMobil.

L'Indonésie a consommé presque 1,4 Tcf de gaz naturel, soit un peu plus de la moitié de sa production. Les secteurs industriel et électrique en absorbent respectivement 54% et 24%. Pour satisfaire la demande croissante, qui a doublé en cinq ans, le gouvernement s'est lancé dans la construction de nouveaux terminaux de réception de LNG et de pipelines.

En 2014, l'Indonésie a exporté environ 1,1 Tcf de gaz naturel, dont 30% via pipelines vers Singapour et la Malaisie. Le solde a été vendu sous forme de LNG [gaz naturel liquéfié]. L'Indonésie en est le 5<sup>e</sup> exportateur mondial, derrière le Qatar, la Malaisie, l'Australie et le Nigéria. L'Indonésie possède trois usines de liquéfaction d'une capacité totale de 1,3 Tcf par an.

Alors qu'elle représentait plus d'un tiers du commerce mondial de LNG dans les années 1990, la part de l'Indonésie est aujourd'hui inférieure à 7%. Ses ventes ont diminué de 44% depuis 1999, se chiffrant à 762 Bcf en 2014.

Le pays approvisionne surtout la zone géographique avoisinante [Corée du Sud, Japon, Taïwan, Chine]. Les exportations vers le Japon ont chuté de moitié entre 2010 et 2014, suite à l'expiration des contrats. L'Indonésie a prévu d'importer du LNG à partir de 2018.

Les politiques ont commencé à s'intéresser aux gaz de schiste dont la production devrait démarrer en 2018 et le commerce en 2020. L'Indonésie abriterait 46 Tcf de ces ressources.

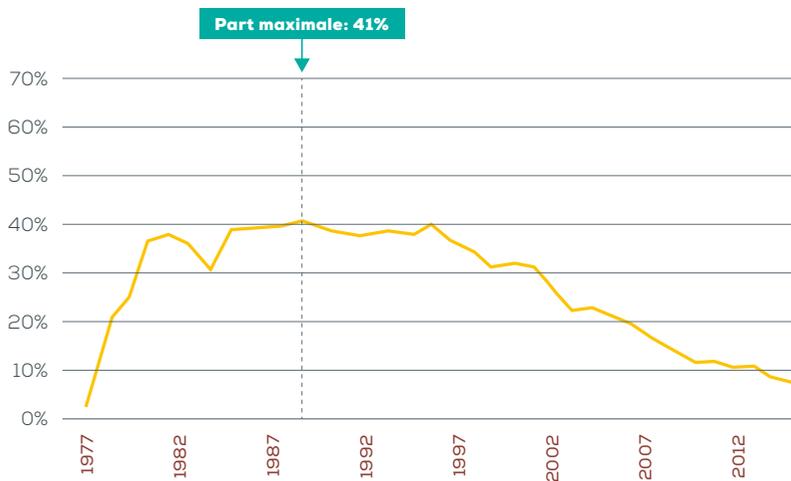


## PRODUCTION ET CONSOMMATION DE GAZ NATUREL, EN MILLIARDS DE PIEDS CUBES



Source : US EIA (octobre 2015)

## PART DE L'INDONÉSIE DANS LES EXPORTATIONS MONDIALES DE LNG



Source : US EIA (octobre 2015)

### 3.3 CLEANTECH

Les énergies conventionnelles ne suffiront pas à couvrir la demande indonésienne à long terme. Dès lors, les autorités se tournent vers une solution durable : l'énergie propre et les technologies vertes.

Le marché indonésien des cleantech a le vent en poupe. L'Indonésie dispose en effet de toutes les ressources naturelles nécessaires pour couvrir ses besoins énergétiques, mais le pays manque encore de know-how pour être en mesure d'exploiter pleinement son potentiel. Ainsi, le matériel et les équipements modernes requis ne sont pas développés en Indonésie, mais doivent être importés. Ce créneau présente des opportunités intéressantes pour nos exportateurs et nos investisseurs.

En marge de la COP21 qui s'est tenue à Paris fin 2015, l'Indonésie avait annoncé son engagement de réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 29% d'ici 2030. Si elle bénéficie d'une aide financière internationale, elle pourrait même porter cet objectif à 41%.

L'Indonésie est le 5<sup>e</sup> plus gros émetteur de gaz à effet de serre au monde. Ses forêts tropicales sont victimes de coupes sombres de la part des producteurs de bois et de défrichage, par incendie notamment, pour laisser place à des cultures comme celles des palmiers à huile.

Selon son plan d'action transmis à l'ONU, l'Indonésie s'engage à réduire la déforestation, à restaurer les zones dégradées et à porter à un quart la part des énergies vertes dans son mix énergétique.





### 3.3.1 ENERGIES RENOUVELABLES

Le Ministère de l'Énergie et des Ressources minérales veut accroître la part des énergies renouvelables dans son mix énergétique à 19% d'ici 2019 et à 25% d'ici 2025. Actuellement, celle-ci n'est que de 5 à 6%.

Le potentiel indonésien reste aujourd'hui largement sous-exploité : 6,8% selon le National Energy Council sur les 200 GW qu'il pourrait atteindre. Les investissements privés et publics sont capitaux pour faire évoluer la situation.

#### RESSOURCES ET PUISSANCE INSTALLÉE EN INDONÉSIE, PAR TYPE D'ÉNERGIE RENOUVELABLE

TYPE D'ÉNERGIE	RESSOURCES	PUISSANCE INSTALLÉE	RATIO
HYDROÉLECTRICITÉ	75.000 MW	7.572 MW	10,1%
GÉOTHERMIE	28.910 MW	1.403,5 MW	4,9%
BIOMASSE	32.654 MW	1.719,9 MW	5,4%
SOLAIRE	4,80 KWH/M <sup>2</sup> /JOUR	48,05 MW	-
EOLIEN	3-6M/S	1,87 MW	-
OCÉAN	49 GW	0,01 MW	-
URANIUM	3.000 MW	30 MW	-

Source : National Energy Council (2015)

Le gouvernement prend des mesures pour rendre le secteur plus attractif pour les investisseurs, indiquant qu'il pourrait également multiplier par cinq son budget 2016 pour atteindre 800 millions d'USD. Le National Energy Council évoque quant à lui 135 milliards d'USD d'investissement dans les énergies renouvelables d'ici 2025. Le programme d'électrification du gouvernement [voir 3.1] inclut 3,7 GW de capacité supplémentaire issus de cette filière.

Le forum "Renewable Energy for Indonesia (RE4I 2015)" atteste de l'intérêt grandissant du pays pour l'énergie verte. Il s'est tenu à Jakarta les 24 et 25 novembre 2015. Son objectif était de rassembler les acteurs et investisseurs internationaux du secteur et de les sensibiliser au potentiel du marché indonésien.

## HYDROÉLECTRICITÉ

Le potentiel hydroélectrique indonésien est estimé à 75 GW. La puissance installée actuellement atteint 7,5 GW, soit environ 10% de la capacité. Les mini- et micro-installations représentent 770 MW.

De nouvelles centrales hydroélectriques d'une capacité totale de 5,7 GW devraient voir le jour dans les dix prochaines années, dont 20% émanant de producteurs d'énergie indépendants. Parmi la capacité additionnelle promise par le gouvernement d'ici 2019, 2,4 GW viendraient de la filière hydroélectrique.

## GÉOTHERMIE

Situé sur la Ceinture de feu du Pacifique, l'archipel indonésien compte plus de 130 volcans en activité. Le pays détient le plus grand potentiel géothermique au monde, représentant pas moins de 40% des ré-

serve de la planète, soit 29 GW répartis sur plus de 285 sites.

L'Indonésie est la 3<sup>e</sup> nation en termes de production d'énergie géothermique, après les Etats-Unis et les Philippines. Elle est équipée d'une puissance installée de 1,4 GW, soit moins de 5% de son potentiel. En 2012, cinq usines étaient en activité sur l'île de Java, une sur Sumatra et une à Sulawesi. Le gouvernement étudie également 54 autres sites.

Pour développer le potentiel géothermique du pays, le Parlement a voté en août 2014 une loi autorisant l'exploitation de l'énergie des volcans. Le texte précise que ce type d'activités n'est plus considéré comme de l'exploitation minière, interdite en Indonésie.

Le coût reste un obstacle majeur au développement de la géothermie. Une centrale géothermique est environ deux fois plus chère qu'une centrale électrique au charbon. Elle peut néanmoins convertir en électricité les gisements intarissables de vapeurs d'eau des volcans et s'avère moins polluante.

Le gouvernement a signé un accord de coopération avec la Nouvelle-Zélande pour mettre sur pied des projets de développement conjoints.

Des installations exploitant l'énergie géothermique et totalisant une puissance de 9 GW devraient être opérationnelles d'ici 2025 et couvrir 11% de la demande en électricité de l'Indonésie, qui deviendrait le leader mondial en la matière.



## BIOMASSE

Sur des ressources totales de biomasse estimées à 32,7 GW, l'Indonésie en exploite environ 5%. La capacité installée actuelle s'élève à 1,7 GW. Notons que cette filière n'est pas toujours considérée comme une énergie renouvelable.

Le secteur résidentiel indonésien est friand d'énergie biomasse, en particulier dans les zones les plus reculées qui manquent de connexions aux réseaux énergétiques traditionnels. En exploitant ce créneau, les producteurs peuvent non seulement couvrir leur propre demande en électricité, mais aussi vendre leurs surplus à PLN.

Le bois et le charbon de bois représentent 80% de l'énergie biomasse consommée en Indonésie. Les déchets agricoles sont techniquement intéressants et disponibles en abondance. L'Indonésie est le 1<sup>er</sup> producteur d'huile de palme du monde, avec 50% de part de marché. Au terme du processus de fabrication, 80% du fruit serait encore utilisable [coquilles, fibres...] de même que les eaux usées. La bagasse de la canne à sucre et les cosses de riz sont également exploitables. En 2010, l'Indonésie a produit 66 millions de tonnes de riz, qui ont généré 13 millions de tonnes de cosses. Ses usines sucrières ont traité quotidiennement entre 1.000 et 12.0000 tonnes métriques de canne à sucre, chacune de ces tonnes donnant 320 à 370 kg de bagasse.

## SOLAIRE

Située le long de l'équateur, l'Indonésie bénéficie de 12 heures d'ensoleillement quotidien toute l'année. Le potentiel de génération électrique solaire s'élève à 4,8 kWh/m<sup>2</sup> par jour, et grimpe jusqu'à 5,4 kWh/m<sup>2</sup> par jour dans l'est du pays. Le programme de déve-

loppement ambitionne une capacité globale de 620 MW d'ici 2020.

Quelques usines photovoltaïques (PV) ont été construites et sont reliées au réseau électrique, mais leur exploitation reste encore à un stade précoce. Plusieurs obstacles se dressent sur leur route, notamment les coûts de production élevés. L'équipement PV est jusqu'à présent importé. Seul l'assemblage est assuré localement. Le gouvernement souhaite attirer les fabricants de cellules solaires en Indonésie afin de créer de l'emploi et de susciter l'intérêt pour ce type d'énergie.

Le potentiel actuel se trouve plutôt hors du réseau. En effet, des structures décentralisées sont nécessaires afin de pouvoir fournir de l'électricité à chaque foyer. La filière photovoltaïque s'avère dans ce cas particulièrement intéressante.

Par ailleurs, l'énergie solaire thermique est utilisée en Indonésie pour le chauffage et la génération d'eau chaude domestiques. Le climat tropical en limite cependant la nécessité et seuls les ménages de la classe moyenne, les hôtels et les hôpitaux y recourent. Dans l'industrie, ce type d'énergie est utilisé pour certains processus de séchage. Les experts ne prévoient pas de centrales thermiques solaires raccordées au réseau à moyen terme en Indonésie.

## EOLIEN

Vu l'étendue des côtes indonésiennes, la brise permanente soufflant au large présente des opportunités. Le programme de développement prévoit une capacité de 200 MW d'ici 2020. La première éolienne à grande échelle du pays (50 MW), en construction, devrait être opérationnelle en 2019.

## 3.3.2 EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

L'investissement du secteur privé dans l'efficacité énergétique fait face à un manque d'incitants et à des prix énergétiques trop faibles n'invitant pas le consommateur à la parcimonie.

La capitale Jakarta a connu un développement considérable dans le domaine de la construction. En 2013, elle comptait 13 millions de m<sup>2</sup> d'espaces commerciaux (bureaux et magasins) et plus de 120.000 appartements. La plupart de ceux-ci n'ont pas été bâtis selon des mesures modernes d'efficacité énergétique et offrent par conséquent un potentiel considérable en la matière.

La majorité de l'électricité consommée dans les bâtiments indonésiens vient de l'air conditionné (47% de la facture dans les bureaux et jusqu'à 65% dans les hôtels) et de l'éclairage (environ 15%). Selon les estimations de l'ADB, un milliard d'USD devrait être investi dans l'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments commerciaux, ce qui permettrait d'épargner 254 millions d'USD. Des systèmes d'éclairage et de conditionnement d'air plus adaptés réduiraient par exemple la facture électrique de 35% à 40%.

D'autres économies d'énergie pourraient venir d'une meilleure isolation des bâtiments. Les constructeurs ont souvent opté pour des solutions conventionnelles moins coûteuses et leur permettant de proposer un prix de vente raisonnable. Une meilleure enveloppe du bâtiment pourrait engendrer des économies de 6 et 19%. La tendance a changé au fil du temps et les entrepreneurs misent de plus en plus sur des matériaux de qualité supérieure et sur la certification «green building» pour redorer leur blason.

Jakarta a durci ses exigences pour les futures constructions, qui doivent désormais répondre à des normes plus strictes d'efficacité énergétique. Les autorités veulent ainsi réduire les émissions de CO<sub>2</sub> de ses bâtiments de 138 millions de tonnes annuellement. Les projets de construction à Jakarta entre 2013 et 2016 devraient concerner 2,6 millions de m<sup>2</sup> de bureaux et 800.000 m<sup>2</sup> de commerces.



### 3.3.3 TRAITEMENT DES DÉCHETS

Le traitement des déchets en Indonésie est loin des standards internationaux. Le pays en génère quotidiennement plus de 100.000 tonnes. A Jakarta, 700 camions collectent 6.500 tonnes de débris chaque jour, un tiers comprenant plastiques et cartons et le reste des déchets organiques. 90% de cette masse est acheminée vers le site d'enfouissement de Bantar Gebang à Bekasi, le solde à la décharge à ciel ouvert de Sunter. Selon une étude la Banque mondiale, seulement 6,5% des déchets recyclables entrent dans la filière officielle du traitement. A Jakarta, plus de 400.000 ramasseurs de déchets en collectent la majeure partie et les revendent entre 30 et 200 USD la tonne.

Jakarta consacre en moyenne annuellement 40 millions d'USD pour le transport des déchets vers la décharge et 25 millions d'USD pour leur traitement [recyclage, gazéification ou incinération] pour générer de l'électricité.

D'autres villes pourraient suivre l'exemple de la capitale. Les tarifs avantageux dont bénéficient les usines qui utilisent des déchets ou le méthane, qui en est issu pour produire de l'électricité, incitent les investisseurs potentiels.

### 3.3.4 TRAITEMENT DES EAUX USÉES

Bien que le secteur agricole soit le plus gourmand, c'est surtout l'urbanisation et la croissance du secteur industriel qui poussent la consommation d'eau vers le haut. Avec des précipitations annuelles de 2.700 mm, l'Indonésie est dotée de ressources d'eau abondantes. Les infrastructures de production et le réseau de distribution sont cependant limités et actuellement insuffisants pour permettre une gestion de l'eau optimale.

En Indonésie, seulement 25% des eaux usées sont traitées, les 75% restants sont déversés dans les rivières ou les égouts, contribuant fortement, en plus des déchets ménagers, à la pollution des cours

d'eau et des sous-sols.

L'eau du robinet présente des faiblesses, car insuffisamment purifiée. Elle n'est de plus disponible que dans certaines régions. Les particuliers et les industries sont donc contraints d'extraire l'eau souterraine, généralement de qualité médiocre.

Jakarta ambitionne de mettre sur pied un système complet de gestion des eaux usées d'ici 2050. L'investissement total nécessaire est estimé à 68 milliards d'USD. Le gouvernement a prévu de développer des sites de traitement des eaux usées d'autres grandes villes.

### 3.4 SECTEUR MARITIME

Plus vaste archipel du monde, avec plus de 17.000 îles, l'Indonésie possède une zone économique exclusive (ZEE) de 6,2 millions de km<sup>2</sup>, soit la 6<sup>e</sup> plus étendue de la planète. D'après le droit de la mer, une ZEE se définit comme l'espace maritime sur lequel un État côtier exerce des droits souverains en matière d'exploration et d'usage des ressources. Le territoire maritime indonésien est trois fois plus étendu que son territoire terrestre.

Lors de sa prise de pouvoir en octobre 2014, le Président Joko Widodo a promis de faire de l'Indonésie un « axe maritime mondial ». La redynamisation du secteur comporte plusieurs volets : la sécurité, le renouvellement des infrastructures portuaires et de la flotte ainsi que le développement de la pêche.

#### LA SÉCURITÉ AVANT TOUT

L'Indonésie partage ses frontières maritimes avec l'Australie, le Timor oriental, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, Singapour, la Malaisie et les Philippines. Sa ZEE jouxte également certaines zones revendiquées par la Chine.

Une des premières mesures du Président a été la création de l'Agence de la sécurité maritime indonésienne (Bakamla), nouvelle institution gouvernementale chargée de la surveillance des côtes et de la ZEE de l'Indonésie pour combattre la piraterie, le trafic, la pêche illégale et la traite.

#### MODERNISATION DES PORTS ET DE LA FLOTTE

L'Indonésie est traversée par trois voies de navigation stratégiques : le détroit de la Malacca, le dé-

troit de la Sonde et le détroit de Lombok. Le transport maritime s'avère par conséquent essentiel pour le commerce tant intérieur qu'international.

Les ports indonésiens doivent être modernisés afin de réduire les charges liées au transport des marchandises et de renforcer ainsi la compétitivité du pays. Les problèmes d'équipements et d'organisation ont pour conséquence que les coûts logistiques sont parmi les plus élevés d'Asie du Sud-est. Représentant 24% du PIB national, ils constituent un frein majeur pour la croissance. Si le pays parvenait à les réduire à 16% du PIB, comme en Thaïlande, les économies pour les entreprises, les administrations et les ménages attendraient entre 70 et 80 milliards d'USD par an.

Le Groupe de la Banque Mondiale a promis 12 milliards d'USD d'aide à l'Indonésie au cours des trois à quatre prochaines années pour renforcer sa logistique maritime et améliorer ses infrastructures portuaires. L'investissement total nécessaire est estimé à 50 milliards d'USD.

Depuis 2005, seuls 10% des 1.000 bateaux rejoignant annuellement la flotte indonésienne ont été fabriqués dans le pays. Le régime fiscal explique la faiblesse du ratio. Alors qu'un navire importé n'est soumis à aucune taxe, les composants sont imposés à hauteur de 10% en matière de TVA et entre 5% et 12% en droits de douane.

#### UN GÉANT HALIEUTIQUE

L'Indonésie se classe parmi les cinq plus grands pays halieutiques, derrière notamment l'Inde et



**NOUS ALLONS MOBILISER TOUT LE POIDS DE L'INSTITUTION ET TOUTES LES MÉTHODES INNOVANTES À NOTRE DISPOSITION POUR FOURNIR LES CONSEILS ET LES FINANCEMENTS DONT L'INDONÉSIE A BESOIN POUR RÉALISER SES AMBITIONS : BÂTIR CE QUI POURRAIT DEVENIR UNE SUPER-AUTOROUTE MARITIME, SUSCEPTIBLE DE DOPER LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DU PAYS DE 2 % CHAQUE ANNÉE.**

JIM YONG KIM, PRÉSIDENT DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE, 21 MAI 2015

la Chine. Le Ministère des Affaires maritimes et de la Pêche a enregistré une production nationale de 20,95 millions de tonnes de poisson en 2014, soit une hausse de 18% par rapport à 2013. En 2015, le gouvernement ambitionnait 24,82 millions de tonnes. Deux tiers environ sont issus de la pêche, le solde de l'aquaculture.

La contribution du secteur au PIB national s'élevait à 3,4% en 2014. Alors que la croissance économique globale a diminué entre 2010 à 2014, celle de l'activité halieutique est passée de 6,0% à 7,0%.

La pêche et l'aquaculture, selon une enquête de Statistics Indonesia menée en 2013, fourniraient des bénéfices plus importants que la riziculture et l'élevage. Le revenu annuel moyen d'un ménage pratiquant la pêche et l'aquaculture atteignait 50,84 millions d'IDR (soit 4.100 USD) par an tandis que celui des ménages vivant de la culture du riz et de l'élevage serait compris entre 13 et 20 millions d'IDR. Les experts affirment que ces volumes pourraient augmenter de 20% si le pays

se modernisait en utilisant des technologies plus avancées.

La Chambre de commerce et d'industrie indonésienne (KADIN) a sensibilisé le gouvernement indonésien sur les besoins en investissements du secteur maritime, particulièrement dans l'est. Cette zone de l'archipel est en effet particulièrement riche en produits de la pêche, mais non exploitée de façon optimale.

En mai 2015, le Ministère a annoncé la création de cinq technoparcs maritimes. Le gouvernement va s'associer avec des universités, des instituts de recherche, des entreprises et des autorités locales pour la mise en place de ce projet.

Parmi les dangers menaçant le secteur halieutique, nous épingleons l'urbanisation accélérée qui fragilise certains littoraux ainsi que la pêche illégale, qui prive l'Indonésie de plusieurs milliards d'EUR de recettes. En août 2015, les autorités ont détruit à l'explosif 38 bateaux (étrangers et nationaux) saisis pour pratique de pêche illégale.



### UNE MENACE : LA MONTÉE DES EAUX

D'après le 5<sup>e</sup> rapport du GIEC (groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution climatique) paru en décembre 2014, la plus grande menace au développement de la puissance maritime indonésienne est la montée des eaux. Une hausse de température pourrait endommager de nombreuses infrastructures situées le long des côtes [pistes d'atterrissage, ports...]. La création de zones tampons, où les habitants pourraient migrer lorsque les maisons sont submergées par la montée des eaux, est préconisée.

Le climatologue indonésien Edvinn Aldrian, coauteur de ce rapport du GIEC, a demandé à son gouvernement de fonder son économie bleue sur cinq piliers : le respect de l'environnement, le développement durable, un minimum de déchets, un système intégré générant des flux économiques et une automatisation ainsi qu'une participation des communautés.

**DANS L'HISTOIRE, DES NAVIGATEURS DE SRIWIJAYA AUX OUVRIERS DU PÉTROLE D'AUJOURD'HUI, C'EST TOUJOURS EN MER QUE S'EST RÉALISÉ LE POTENTIEL DE L'INDONÉSIE. [...] SI NOUS NE PARVENONS PAS À MANIFESTER À LA MER LE RESPECT QUI LUI EST DÛ, LE PROCHAIN CHAPITRE DE L'HISTOIRE DE L'OCÉAN NOUS TIENDRA POUR RESPONSABLES DE SA DESTRUCTION. [...] NOUS N'AVONS RIEN CONTRE LE FAIT DE PUISER DANS LES RESSOURCES DE LA NATURE POUR AMÉLIORER LES CONDITIONS DE VIE. ET NOUS SOUTENONS L'IDÉE DE JOKO, QUI VOIT DANS LA MER LA PIÈCE MAÎTRESSE DE LA NATION. MAIS S'IL SOUHAITE S'EN SERVIR POUR ACCROÎTRE LE DYNAMISME DE L'INDONÉSIE, TOUT PROJET DE DÉVELOPPEMENT DE LA PUISSANCE MARITIME DEVRA S'EFFORCER DE PROTÉGER NOS EAUX ET NOTRE LITTORAL, ET DE PRENDRE PLUS PARTICULIÈREMENT EN COMPTE L'IMPACT DU CHANGEMENT SUR NOS ÎLES ET LEURS HABITANTS.**

JAKARTA GLOBE, DÉCEMBRE 2014





# 4 RÉUSSITES RÉCENTES

## 4 RÉUSSITES RÉCENTES

### BKS

#### SECTEUR : COUTELLERIE

Installé depuis 1982 à Lambermont près de Verviers, BKS (Belgium Knives Services) est une entreprise spécialisée en couteaux et lames industriels. Grâce à des technologies de pointe, un personnel ultra-qualifié et des procédures rodées et efficaces, BKS garantit un service de haute qualité.

BKS offre des lames et couteaux à différentes industries, dont celles du plastique (granulation plastique), de l'emballage, du papier, du textile, de l'alimentaire, de l'extraction et du recyclage de matériaux en tous genres. Elle propose en outre une large gamme de pièces de rechange et fournit des services de réparation et d'affûtage de haute précision. Celui-ci est toujours réalisé selon des normes très strictes et la tolérance respectée atteint le micron. Quant à la production, BKS propose toute une série de matériaux allant de l'acier classique aux carbures en passant par le Stellite et les Powder Metals.

Les différents ateliers BKS sont tous équipés de machines à commande numérique hautement automatisées ainsi que de divers outils de contrôle.

Forte de son succès en Europe, BKS a ouvert une deuxième usine en octobre 2010, en Malaisie. Basée

à Kuala Lumpur, cette dernière est spécialisée dans l'affûtage pour équipements de granulation et de pulvérisation plastique. Elle dessert les marchés malaisien, thaïlandais et singapourien.

Le groupe a poursuivi son extension sur le continent asiatique. BKS Indonésie est opérationnel à Jakarta depuis septembre 2014, grâce à un investissement de 1,5 million d'EUR en machines. Le chiffre d'affaires de la filiale indonésienne atteignait 350.000 EUR en 2015 et l'objectif pour 2016 s'élève à 650.000 EUR. Le personnel devrait grimper de 10 employés à l'heure actuelle à 15 dans les prochains mois.

Le groupe BKS a également absorbé l'entreprise luxembourgeoise Neunheuser en décembre 2014 et a pour objectif de se développer au Moyen-Orient en 2016.

**[www.bks-knives.com](http://www.bks-knives.com)**



## ETEX

### SECTEUR : MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

---

Etex est un groupe industriel belge qui produit et commercialise des matériaux de construction. Les quatre segments où le groupe est actif sont:

- > les revêtements de façade et les panneaux de construction fibres-ciment et plâtre
- > les toitures
- > la protection passive contre l'incendie et l'isolation haute performance
- > les carreaux céramiques pour sols et murs.

En Belgique, outre son siège, Etex possède trois sites de production et deux centres de R&D. Présent dans 42 pays avec un chiffre d'affaires annuel proche des 3 milliards d'EUR, et plus de 17.000 collaborateurs répartis sur 118 sites de production, Etex est un acteur international des solutions et matériaux de construction durables.

Le groupe a vu le jour à Haren en 1905 grâce à Alphonse Emsens, qui ouvre une usine de fibres-ciment sous la bannière Eternit. A partir des années 1930, l'entreprise se développe à l'international, d'abord en Europe et en Amérique latine, puis en Afrique et en Asie. Après s'être concentré durant un temps sur la modernisation de ses outils et de ses technologies, le groupe entame une période de diversification de ses produits ; les plaques de plâtre sont ainsi ajoutées à son portefeuille. En 1981,

Etex acquiert Promat, qui fournit des solutions de protection passive contre l'incendie. Depuis 2014, il détient à 100% les activités plâtre du géant français Lafarge, connues sous la marque Siniat.

Le groupe Etex rencontre un vif succès dans la région Asie-Pacifique, particulièrement en Indonésie. La forte croissance démographique du pays combinée à une classe moyenne grandissante a un impact positif sur le marché de la construction, estimé à 446.000 milliards d'IDR, soit l'équivalent de près de 30 milliards d'EUR. 59% sont attribués au secteur résidentiel, dont une majeure partie à la rénovation.

Sa filiale PT Eternit Gresik, située dans la province du Java oriental, compte 850 employés. Ces cinq dernières années, elle a enregistré un taux de croissance annuel composé (CAGR) de 12%, un résultat nettement supérieur à la moyenne industrielle.

Elle commercialise deux types de produits : des plaques ondulées en fibres-ciment pour toiture de marque ETER ainsi que des panneaux en fibres-ciment KALSI, utilisés pour la construction de cloisons, plafonds, façades, pignons, toits... Ceux-ci sont réputés pour leur durabilité et leur résistance aux conditions climatiques, à l'humidité, aux



impacts, aux incendies et aux termites.

En 2012 et 2013, PT Eternit Gresik a vu sa capacité augmenter de 50%. Afin de lancer sa gamme de produits dans l'ouest du pays, Etex a consenti un nouvel investissement de 62 millions d'EUR destiné à la construction d'une seconde usine indonésienne, à Karawang. Le site a été inauguré le 26 novembre 2015. Il est équipé de la ligne de production de fibres-ciment la plus étendue et la plus avancée du réseau Etex. Situé à 50 km de Jakarta, il bénéficie de connexions avec les principales voies routières et le port de la capitale. Etex pourra désormais cibler les projets commerciaux à Jakarta comme des appartements, des écoles, des hôpitaux ou des bâtiments publics. 90% de la production indonésienne alimentent actuellement le marché domestique en pleine croissance tandis que le solde est exporté vers les pays voisins de l'ASEAN.

[www.etexgroup.com](http://www.etexgroup.com)

**ETEX HAS A LONG AND PROVEN EXPERIENCE IN AUTOCLAVED FIBRE CEMENT BOARDS. OUR PRODUCTS ARE DEVELOPED AND KNOWN FOR THEIR DIMENSIONAL STABILITY, FLEXIBILITY AND EASINESS OF INSTALLATION. THEY ARE APPRECIATED BY BUILDING MATERIAL PROFESSIONALS ALL OVER INDONESIA AND SOUTH EAST ASIA. KALSI PRODUCTS ENJOY THE INDONESIAN 'TOP BRAND' LABEL IN 2015 AND ARE AWARDED THE SINGAPORE GREEN LABEL. FURTHERMORE, ALL PRODUCTS ARE CERTIFIED ACCORDING TO THE MAIN INTERNATIONAL STANDARDS.**

WIM MESSIAEN, PRÉSIDENT-DIRECTEUR DE PT ETERNIT GRESIK (NOVEMBRE 2015)

## SIOEN

### SECTEUR : TEXTILE TECHNIQUE

---

Tout a commencé en 1907, lorsqu'Adolf Sioen inaugure à Rumbeke un atelier de tissage, à l'âge d'or de l'industrie textile en Flandre Occidentale. En 1960, son petit-fils crée sa propre entreprise spécialisée dans le textile technique, un nouveau créneau alors très prometteur.

Au fur et à mesure, la société a renforcé son intégration verticale en fabriquant ses fils, en tissant ses tissus, en produisant ses pigments, en confectionnant des vêtements et en réalisant de nombreux travaux de découpe et d'assemblage. Aujourd'hui basé à Ardoie, le groupe Sioen Industries se prévaut d'un large éventail de produits et d'activités catégorisés en trois divisions.

Grâce à la performance de sa division Coating, Sioen est le leader mondial de l'enduction intégrée de textiles techniques. Ses activités vont de l'extrusion de fils techniques au tissage, à l'enduction et au traitement de toiles. Celles-ci sont ensuite transformées par sa clientèle en tentes, bâches, couvertures de piscine, vêtements de protection, protège-matelas...

La division Chemicals met en avant deux compétences clés : les laques de dispersion et la technologie pigmentaire. Elle produit des pâtes pigmentaires (pour la coloration de polyuréthane et de produits en PVC, les époxy, les résines acryliques et les silicones), des vernis et des encres décoratives et pour imprimantes à jet d'encre.

**PT SIOEN INDONESIA AND PT SUNGINTEX ARE MORE THAN JUST A GARMENT PRODUCTION FACILITY. WE OFFER ADDED VALUE IN ALL ASPECTS OF BUSINESS AND TAKE UP YOUR PROJECT FROM CONCEPTION OF THE STYLE (DESIGN, FABRIC SELECTION, SPECIAL TRIMMINGS...) TILL THE FINAL DISTRIBUTION. WE GIVE ON YOUR REQUEST ADVICE ON THE FABRIC CHOICE, DESIGN, PERSONALIZED TRIMMINGS, AND INFORMATION ABOUT THE LATEST STATE-OF-THE-ART PRODUCTION TECHNIQUES. ALL THE ABOVE RESULT IN A COMPETITIVE ADVANTAGE OF YOUR HIGH QUALITY GARMENT RANGE.**

EXTRAIT DE LA BROCHURE « SIOEN INDONESIA »



---

La division Appareil fabrique des vêtements de protection technique de haute qualité pour différents secteurs où sécurité et confort sont primordiaux : vêtements d'intervention pour les pompiers, vêtements flottants, vêtements pare-balles, vêtements de pluie, vêtements de protection industriels [contre les arcs électriques, les substances chimiques...].

Les activités d'enduction et la production de produits chimiques (soit les deux premières divisions) nécessitent une forte intensité de capital. Employant environ 1.000 personnes, elles se situent en Europe occidentale, principalement en Belgique et en France. Si le centre d'expertise de la division Appareil est basé à Ardoos, la production se fait essentiellement dans des usines implantées en Tunisie, en Roumanie et en Indonésie. La confection de vêtements est un travail essentiellement manuel, qui nécessite des ressources humaines importantes.

L'Indonésie emploie pas moins de 1.600 ouvriers, soit près de la moitié du personnel du groupe. Deux centres de production sont actifs dans le pays, PT Sioen Indonesia à Jakarta depuis 1996 et PT Sungintex à Bekasi depuis 1998. Ils alimentent

le marché des vêtements techniques haut de gamme, comptant parmi leurs clients de célèbres équipementiers sportifs, outdoor, casual et lifestyle. Ceux-ci apprécient particulièrement le service « one-stop solution » comprenant le choix des tissus, le design des modèles, l'élaboration des patrons, la fabrication des prototypes, la production des vêtements de haute qualité ainsi que leur distribution à travers le monde entier. Pour répondre à la demande croissante, le groupe a décidé de construire deux nouvelles usines de production afin de renforcer sa capacité, l'une à Semarang en Indonésie, l'autre au Myanmar.

Aujourd'hui coté en bourse, Sioen Industries compte 31 entités légales dans 15 pays différents.

**[www.sioen.com](http://www.sioen.com)**





# 5 SOURCES



## NOS PARTENAIRES

### **AGENCE WALLONNE À L'EXPORTATION ET AUX INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS**

[www.awex.be](http://www.awex.be)

### **BRUXELLES INVEST & EXPORT**

[www.invest-export.irisnet.be](http://www.invest-export.irisnet.be)

### **FLANDERS INVESTMENT & TRADE**

[www.flandersinvestmentandtrade.com](http://www.flandersinvestmentandtrade.com)

### **SPF AFFAIRES ÉTRANGÈRES**

[www.diplomatie.be](http://www.diplomatie.be)

## SOURCES INDONÉSIENNES

### **BANK OF INDONESIA**

[www.bi.go.id/en](http://www.bi.go.id/en)

### **STATISTICS INDONESIA**

[www.bps.go.id](http://www.bps.go.id)

### **MINISTÈRE DES FINANCES**

[www.kemenkeu.go.id/en](http://www.kemenkeu.go.id/en)

### **MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES MINÉRALES**

[www.esdm.go.id/index-en.html](http://www.esdm.go.id/index-en.html)

### **AGENCE DE LA SÉCURITÉ MARITIME (BAKAMLA)**

[www.bakamla.go.id/home/english](http://www.bakamla.go.id/home/english)

### **AGENCE DE COORDINATION DES INVESTISSEMENTS (BKPM)**

[www.bkpm.go.id](http://www.bkpm.go.id)

### **CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE (KADIN)**

[www.bsd-kadin.org](http://www.bsd-kadin.org)

### **NATIONAL ENERGY COUNCIL**

[www.den.go.id/index.php](http://www.den.go.id/index.php)

### **JAKARTA GLOBE**

[www.jakartaglobe.beritasatu.com/news](http://www.jakartaglobe.beritasatu.com/news)



# SOURCES INTERNATIONALES

## **ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE**

[www.wto.org](http://www.wto.org)

## **FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL**

[www.imf.org](http://www.imf.org)

## **ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES**

[www.oecd.org](http://www.oecd.org)

## **BANQUE MONDIALE**

[www.worldbank.org](http://www.worldbank.org)

## **COMMISSION EUROPÉENNE**

[ec.europa.eu](http://ec.europa.eu)

## **EUROSTAT**

[epp.eurostat.ec.europa.eu](http://epp.eurostat.ec.europa.eu)

## **GROUPE CREDENDO**

[www.credendogroup.com](http://www.credendogroup.com)

## **THE ECONOMIST INTELLIGENCE UNIT**

[www.eiu.com](http://www.eiu.com)

## **FORUM ÉCONOMIQUE MONDIAL**

[www.weforum.org](http://www.weforum.org)

## **AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE**

[www.iea.org](http://www.iea.org)

## **U.S. ENERGY INFORMATION ADMINISTRATION**

[www.eia.gov](http://www.eia.gov)

## **ASEAN, ASSOCIATION DES NATIONS D'ASIE DU SUD-EST**

[www.asean.org](http://www.asean.org)

## **FRANCE DIPLOMATIE**

[www.diplomatie.gouv.fr](http://www.diplomatie.gouv.fr)

## **SWITZERLAND GLOBAL ENTERPRISE**

[www.s-ge.com](http://www.s-ge.com)

## **ERNST & YOUNG**

[www.ey.com](http://www.ey.com)

## **L'ECHO**

[www.lecho.be](http://www.lecho.be)

## **LE SOIR**

[www.lesoir.be](http://www.lesoir.be)

## **LE MONDE**

[www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)

## **LE COURRIER INTERNATIONAL**

[www.courrierinternational.com](http://www.courrierinternational.com)

## **LE MONITEUR DU COMMERCE INTERNATIONAL (MOCI)**

[www.lemoci.com](http://www.lemoci.com)



#### AGENCE POUR LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Rue Montoyer, 3  
1000 Bruxelles  
Tél. : +32 2 206 35 11  
[www.abh-ace.be](http://www.abh-ace.be)



#### SPF AFFAIRES ÉTRANGÈRES, COMMERCE EXTÉRIEUR ET COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

Rue des Petits Carmes, 15  
1000 Bruxelles  
Tél. : +32 2 501 81 11  
[diplomatie.belgium.be](http://diplomatie.belgium.be)



#### AGENCE WALLONNE À L'EXPORTATION ET AUX INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

Place Saintelette, 2  
1080 Bruxelles  
Tél. : +32 2 421 82 11  
[www.awex.be](http://www.awex.be)



#### BRUXELLES INVEST & EXPORT

Avenue Louise, 500, boîte 4  
1050 Bruxelles  
Tél. : +32 2 800 40 00  
[www.invest-export.irisnet.be](http://www.invest-export.irisnet.be)



#### FLANDERS INVESTMENT & TRADE

Boulevard du Roi Albert II, 37  
1030 Bruxelles  
Tél. : +32 2 504 87 11  
[www.flandersinvestmentandtrade.com](http://www.flandersinvestmentandtrade.com)



Bien que tout ait été mis en œuvre afin de fournir une information précise et à jour, ni l'Agence pour le Commerce extérieur, ni ses partenaires [Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers, Bruxelles Invest & Export et Flanders Investment & Trade] ne peuvent être tenus responsables d'erreurs, d'omissions et de déclarations mensongères. Ils ne peuvent non plus être tenus responsables d'utilisation ou d'interprétation des informations contenues dans cette étude, qui ne vise pas à délivrer des conseils.

DATE DE PUBLICATION : février 2016

ÉDITEUR RESPONSABLE : Marc Bogaerts

AUTEUR : Nicolas Preillon

GRAPHISME ET RÉALISATION : Oskar D

IMPRIMÉ SUR DU PAPIER CERTIFIÉ FSC

ÉGALEMENT DISPONIBLE SUR LE SITE INTERNET DE L'AGENCE POUR LE COMMERCE EXTÉRIEUR : [www.abh-ace.be](http://www.abh-ace.be)

REPRODUCTION AUTORISÉE MOYENNANT MENTION DE LA SOURCE

